

UNIVERZITA PALACKÉHO V OLOMOUCI
Filozofická fakulta



BAKALÁŘSKÁ PRÁCE

2019

Stella-Lea Ludková

PALACKÝ UNIVERSITÉ OLMOUC
Faculté des Arts
Département des langues romanes

**Les mesures principales prises par le pouvoir
exécutif française pendant les années 2015-2018,
relatif à l'immigration**

**What main steps did the French executive
power take in the context of immigration during
the years 2015-2018**
(Le mémoire de licence)

Auteur : Stella-Lea Ludková
Directeur : Doc. Mgr. Jaromír Kadlec, Dr.

Olomouc, 2019

Déclaration sur l'honneur :

Je, soussignée, Stella-Lea Ludková, atteste avoir réalisé ce mémoire moi-même et avoir noté toutes les références utilisées dans le présent travail.

Olomouc, le 20 juin 2019

.....

Remerciement

Je tiens à remercier Monsieur Doc. Mgr. Jaromír Kadlec, Dr., directeur de mon mémoire, pour son temps, sa patience et ses conseils pratiques.

Table des matières

| | |
|--|----|
| INTRODUCTION..... | 7 |
| I IMMIGRATION EN FRANCE..... | 10 |
| I.1 MIGRATION | 10 |
| I.2 TYPES DES IMMIGRES ET CAUSES D'IMMIGRATION | 10 |
| II. L'HISTOIRE D'IMMIGRATION EN FRANCE..... | 17 |
| II.1 LA PERIODE DE LA COLONISATION..... | 17 |
| II.2 LES VAGUES MIGRATOIRES PRINCIPALES EN FRANCE..... | 19 |
| II.2.1 <i>La premier vague migratoire en France</i> | 19 |
| II.2.2 <i>La seconde vague migratoire</i> | 20 |
| II.2.3 <i>Trente Glorieuses</i> | 21 |
| II.2.4 <i>Situation migratoire en France de 1974 à 2014</i> | 23 |
| III. IMMIGRATION EN FRANCE PENDANT LES ANNEES 2015-2018 | 27 |
| III.1. LA SITUATION EN FRANCE DANS LES ANNEES 2015-2016 | 27 |
| III.1.1 <i>Les attaques terroristes en France en 2015</i> | 28 |
| III.1.2 <i>Attentats terroristes de 2016</i> | 31 |
| III.1.3 <i>Situation avec des refugies en Calais en 2016</i> | 32 |
| III.1.4 <i>Immigration en chiffres dans les années 2015-2016</i> | 35 |
| III.2 LA SITUATION EN FRANCE 2017-2018 | 38 |
| III.2.1 <i>Election présidentielle 2017</i> | 38 |
| III.2.2 <i>La situation en France après les élections</i> | 40 |
| III.2.3 <i>Poursuite de la situation à Calais en 2017 et 2018</i> | 42 |
| III.2.4 <i>Phénomène d'islamisation en France dans les années 2017-18</i> | 44 |
| III.2.5 <i>Immigration en chiffres : 2017</i> | 51 |
| III.2.6 <i>Immigration en Chiffres : 2018</i> | 52 |
| IV. LES MESURES PRINCIPALES FAITES PAR L'EXECUTIF FRANÇAISE EN CE QUI CONCERNE L'IMMIGRATION PENDANT LES ANNEES 2015-2018 | 54 |
| IV.1 MESURES CONTRE LES ATTAQUES TERRORISTES | 54 |
| IV.2 QUOTAS DE MIGRATION | 60 |
| IV.3 PLANS FRANCO-BRITANNIQUES POUR LA SITUATION A CALAIS | 61 |
| IV.3.1 <i>Ajustement des mesures franco-britanniques contre la poursuite de la situation à Calais en 2016</i> . | 62 |
| IV.3.2 <i>La dure politique d'asile de Macron et Calais</i> | 63 |
| IV.3.3 <i>Accords avec le Royaume-Uni</i> | 64 |
| IV.4 LUTTE CONTRE L'ISLAMISATION DE LA FRANCE EN 2018 | 65 |
| IV.5 RESUME DES POLITIQUES D'IMMIGRATION DE HOLLANDE ET DE MACRON | 66 |
| CONCLUSION | 67 |
| RESUME..... | 72 |
| BIBLIOGRAPHIE | 73 |
| ANNOTATION..... | 82 |
| ANNOTATION..... | 83 |
| LISTE DES ABREVIATIONS | 84 |

Introduction

L'immigration est un phénomène global, actuelle et ancien en même temps. À la fin de XIXe siècle, la France devient un pays migratoire et cette déclaration est toujours valable de nos jours. C'est l'un des facteurs essentiels qui a gravement contribué à la croissance du commerce, l'émergence de nouvelles communautés et le développement global. Le nombre des immigrés augmente. Selon INSEE¹, 6 millions d'immigrés vivaient en France en 2014, ce qui fait 9,1% de la population totale.²

A cause de cela, le pouvoir exécutif français doit se concentrer de plus en plus à la politique migratoire, qui était gravement modifiée au plus fort de la crise migratoire en 2015. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi que le but du présent travail est de trouver les mesures, qui étaient faites par le pouvoir exécutif française pendant les années 2015-2018, relatif à la crise migratoire, et de faire un résumé de ces mesures et essayer de comparer les politiques migratoires de François Hollande et Emmanuel Macron. Chacun d'eux est influencé par une autre impulsion. Tandis que Hollande traite principalement d'attaques terroristes, Macron et son gouvernement traitent principalement de la loi sur l'asile associée à la situation problématique à Calais. Ces impulsions différents ont donc influencé les mesures de l'exécutif français dans le contexte de la migration en France.

Le mémoire est composé des quatre parties principales. La première partie concerne la définition de la migration et des termes de base connecté avec elle. C'est à dire d'expliquer des différences parmi les termes *français*, *immigré*, *étranger*, *refugié*, de décrire des types de migration et des raisons qui la cause, pour mieux comprendre de notre thème.

Dans la deuxième partie nous allons décrire une histoire brève de la migration. Nous allons commencer par la période de colonisation qui était un premier impact sur la situation actuelle migratoire, en suite nous allons nous concentrer sur la migration pendant la XXe siècle, plus précisément sur les trois vagues migratoires les plus important – le premier flux des immigrés à la fin de XIX siècle, caractérisé par une bien réception des immigrants, composés surtout de la population des hommes, la deuxième vague après la première guerre mondiale et la troisième vague migratoire, autrement dit *Les Trente Glorieuses*, qui a duré de 1945 jusqu'à 1973. Dans cette période-là, la France a connu une grande prospérité économique. Mais depuis

¹Institute Nationale de la Statistique et des Études Économiques

² « *Étrangers – Immigrés* » Tableaux de l'économie française, Édition 2018. INSEE. Insee.fr. Mis à jour le 27 février 2018. [en ligne], consulté le 8 décembre 2018. Disponible sur: <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3303358?sommaire=3353488#titre-bloc-1>

1974, le chômage augmente et nous pouvons observer un déclin vers la situation économique en général. Grâce à cette situation, les lois concernant l'immigration sont devenues plus strictes.

Les troisième et quatrième chapitre de ce travail sont pratiques. La troisième partie traite des principaux événements de 2015-2018 relatif à l'immigration. Nous avons sélectionné plusieurs événements qui, à notre avis, ont joué un rôle important dans le changement de la politique d'immigration de la France. : les attaques terroristes, la situation des camps de réfugiés à Calais et la crise migratoire associée, l'élection présidentielle de 2017 et la situation postélectorale liée au phénomène de l'islamisation de la France.

De nombreuses attaques terroristes en 2015 et 16 ont joué un rôle clé dans le changement de l'approche du gouvernement en matière de migration. Bien sûr, il y a une crise migratoire qui sévit en Europe. Pour saisir la crise en France, nous nous sommes principalement concentrés sur les camps de réfugiés non officiels de la région de Calais, où se trouve Eurotunnel, qui relie la France au Royaume-Uni. Ce camp est au centre de la crise migratoire en France. En outre, nous avons décidé de mentionner brièvement le déroulement et les résultats des élections présidentielles très inhabituelles de 2017 et leur influence sur la situation en France en 2018. Cette année, nous avons tenté de capturer l'islamisation de la France, qui a commencé à montrer plus en 2015 mais se poursuit en 2017 et 2018. Ces événements majeurs de ce travail ont été à l'origine des modifications de la politique de migration de la France, que nous aborderons dans la quatrième partie.

Elle est consacrée aux mesures de l'exécutif français face à ces événements. Les attaques terroristes ont été le principal moteur des changements de politique d'immigration sous le président François Hollande et ont également provoqué la menace de populisme politique, qui a finalement été partiellement évitée par l'élection du candidat pro-européen Emmanuel Macron. Il est considéré comme un nouveau réformateur dans la lutte non seulement pour améliorer la situation économique, mais également pour la sécurité de l'État, qui est étroitement liée à la migration. À la fin du présent travail, nous essaierons de résumer ces mesures principales et comparer, en fonction des informations obtenues, les politiques migratoires de Macron et de Holland.

En ce qui concerne les méthodes utilisées, le travail a un caractère informatif et nous allons utiliser la description, la recherche d'articles de journaux, les textes exécutifs et législatifs et la comparaison des politiques migratoires. En ce qui concerne la littérature, nous avons utilisé diverses sources d'informations, comme les monographies, de plus, nous nous sommes inspirés du site officiel du gouvernement, INSEE, OFPRA, La vie publique, d'articles de journaux et de divers articles sur le pouvoir exécutif et la législation française. Nous avons également consulté

les articles scientifiques. Grâce à la longue histoire d'immigration et à l'actualité de ce thème les ressources étaient suffisantes.

I Immigration en France

I.1 Migration

Depuis la fin de la XIX^{ème} siècle, France a été l'une des pays le plus attirant en ce qui concerne l'immigration. Dans le premier chapitre, nous allons nous concentrer sur la définition de migration et immigration et les termes connectés avec elle, pour mieux comprendre le contexte de notre mémoire de licence. Nous allons déterminer le mot *l'immigré* et présenter les différences entre les termes l'étranger, l'immigré, le réfugié et l'apatride. Après nous allons mentionner les organisations qui aident les personnes immigrées avec une demande d'asile etc. Puis nous allons montrer les causes d'immigration, plus spécifiquement, en France.

Définition de migration

Le terme migration vient du mot latin *migratio* et signifie le déplacement de la population d'un territoire à un autre, surtout des régions agricoles aux zones urbanisées, où nous parlons de la migration intérieure, mais aussi d'une société à une autre, ou nous parlons de la migration extérieure. Pour la migration extérieure, le problème principal est de forcer les immigrés d'élaborer une série des rôles nouvelles. Il existe généralement deux formes de la migration : la première forme s'appelle assimilation culturelle (acculturation) qui signifie que les personnes immigrées acceptent les modèles culturels établis par la société ou pays ciblée. La seconde forme s'appelle assimilation structurelle, autrement dit intégration³

I.2 Types des immigrés et causes d'immigration

Nous pouvons considérer les immigrés comme les personnes qui quittent son pays dans l'intention de s'installer dans un autre pays. Il y a plusieurs causes d'immigration, par exemple la grande pauvreté, la persécution ou en revanche, si les personnes immigrées sont attirées par la richesse, liberté ou développement économique d'un pays où ils veulent s'installer. C'est la raison pour laquelle nous distinguons des facteurs d'attraction et des facteurs de répulsion. Les facteurs de répulsion (push factors) sont les facteurs qui poussent les immigrés à quitter un lieu

³ BOUDON Raymond, BESNARD Philippe, CHERKAOUI Mohamed, LÉCUYER Bernard Pierre, *Sociologický slovník*, traduit par JOCHMANN, Vladimír, Univerzita Palackého v Olomouci, 2004, p.111

donné, à cause de la pauvreté, la guerre, la criminalité ou le chômage. Les facteurs d'attraction (pull factors) sont les facteurs qui attirent les immigrés vers le pays de destination comme les meilleurs services, la stabilité politique ou l'atmosphère plus calme. Si le facteur de répulsion est dominant, nous parlons de l'immigration politique et au contraire, si le facteur d'attraction est dominant, nous parlons de l'immigration économique.⁴

Types des immigrés

Avant que nous commençons à décrire les causes d'immigration plus en détail, il est nécessaire d'établir les types des immigrés et de faire une distinction entre le terme *étranger*, *français* et *immigré* en France. « *L'étranger est une personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française, soit qu'elle possède une autre nationalité (à titre exclusif), soit qu'elle n'en ait aucune (c'est le cas des personnes apatrides).*

Les personnes de nationalité française possédant une autre nationalité (ou plusieurs) sont considérées en France comme françaises. Un étranger n'est pas forcément immigré, il peut être né en France (les mineurs notamment). A la différence de celle d'immigré, la qualité d'étranger ne perdure pas toujours tout au long de la vie : on peut, sous réserve que la législation en vigueur le permette, devenir français par acquisition.»⁵

En ce qui concerne des personnes immigrées en France, « *selon la définition adoptée par le Haut Conseil à l'Interrogation, population constituée des personnes nées étrangères à l'étranger et résidant en France. Elle comprend donc en partie des personnes qui, depuis leur arrivée, ont acquis la nationalité française. A l'inverse, elle exclut les Français de naissance nés à l'étranger et résidant en France et les étrangers nés en France. Certains immigrés ont pu devenir français, les autres restant étrangers. Les populations étrangères et réciproquement, certains étrangers sont nés en France (essentiellement des mineurs). La qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigré*

⁴ BOUDON Raymond, BESNARD Philippe, CHERKAOUI Mohamed, LÉCUYER Bernard Pierre, *Sociologický slovník*, traduit par JOCHMANN, Vladimír, Univerzita Palackého v Olomouci, 2004, p. 70

⁵ « Étrangers – Immigrés ». Tableaux de l'économie française, Édition 2018. INSEE. Insee.fr. Mis à jour le 27 février 2018. [en ligne], consulté le 8 décembre 2018. Disponible sur: <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3303358?sommaire=3353488#titre-bloc-1>

même s'il devient français par acquisition. C'est le pays de naissance et non la nationalité à la naissance, qui définit l'origine géographique d'un immigré. »⁶

Une autre différence qui joue un rôle important, c'est une différence entre une personne immigrée légal et illégal. Un immigré légal est celui qui remplit les conditions déterminées par la loi française et une personne immigré illégal est celui qui ne remplit pas ces conditions données. Il existe aussi une forme d'immigration forcée, dans laquelle la personne était forcée de quitter son pays à cause d'une persécution connectée avec sa race, religion, les vues politiques, la guerre, la nationalité ou l'appartenance à un certain groupe social. Dans ce cas, nous parlons des personnes réfugiées. Le statut de réfugié est reconnu par l'OFPPRA⁷ en application de l'article 1er A2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 qui stipule que :

«le terme de réfugié s'applique à toute personne craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels évènements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner.»⁸

Un autre groupe des personnes connecté avec cette problématique, ce sont les personnes apatrides. La qualité d'apatride est reconnue par l'OFPPRA à toute personne qui répond à la définition de l'article 1er de la Convention de New-York du 28 septembre 1954 : *« le terme d'apatride s'appliquera à toute personne qu'aucun Etat ne considère comme son ressortissant par application de sa législation. »⁹* Pour des réfugiés et apatrides, il y a des organisations qui les

⁶ « *Étrangers – Immigrés* ». Tableaux de l'économie française, Édition 2018. INSEE, 2018. [en ligne], consulté le 10 décembre 2018. Disponible sur: <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3303358?sommaire=3353488#titre-bloc-1>

⁷ OFPPRA = Office française de protection des réfugiés et apatrides.

⁸ « *Les différents types de protection* ». « Le statut de réfugié ». OFPPRA. Ofpra.gouv.fr. Mis à jour le 26 avril 2018. [en ligne], consulté le 12 décembre 2018. Disponible sur: <https://www.ofpra.gouv.fr/fr/asile/les-differents-types-de-protection/le-statut-de-refugie>

⁹ <https://www.ofpra.gouv.fr/fr/asile/les-differents-types-de-protection/l-apatridie>, page consultée le 12 décembre 2018.

aident. ONU¹⁰ a été la première organisation pour Europe dont objectif était mis sur ces personnes depuis 1948. Après en 1952, l'OFPRA a été fondée dans le but d'aide des réfugiés et apatrides.

OFPRA

OFPRA ou *Office française de protection des réfugiés et apatrides* est un établissement public administratif créé par la loi du 25 juillet 1952. En charge de l'application de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, puis de la Convention de New York de 1954, il statue en toute indépendance sur les demandes d'asile et d'apatridie qui lui sont soumises.¹¹

« *L'Ofpra exerce trois missions essentielles:*

- *Une mission d'instruction des demandes de protection internationale sur la base des conventions de Genève du 28 juillet 1951 et de New York du 28 septembre 1954 et du CESEDA.*
- *Une mission de protection juridique et administrative à l'égard des réfugiés statutaires, des apatrides statutaires et des bénéficiaires de la protection subsidiaire.*
- *Par ailleurs, l'Ofpra a une mission de conseil dans le cadre de la procédure de l'asile à la frontière. Il rend un avis au ministre de l'intérieur sur le caractère manifestement fondé ou non d'une demande d'autorisation d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile.»¹²*

Nous allons mentionner des organisations suivantes qui aussi aident des réfugiés et apatrides, comme par exemple *France terre d'asile, Médecins sans frontières, Médecins du monde, Action emploi réfugiés* (mise sur l'intégration des réfugiés par le travail) et *La Cimade* (met en place des permanences juridiques pour que les migrants aient connaissance de leurs droits).¹³

Causes d'immigration

¹⁰ ONU = Organisation des nations unies

¹¹ « *Présentation générale* ». OFPRA. [Ofpra.gouv.fr](https://www.ofpra.gouv.fr). Mis à jour le 8 août 2018. [en ligne], consulté le 15 décembre 2018.

Disponible sur: <https://www.ofpra.gouv.fr/fr/l-ofpra/presentation-generale>

¹² Ibid., consultée le 15 décembre 2018

¹³ CARRETERO, Leslie_« France : Tour d'horizon des associations d'aide aux migrants. ». Infomigrants.net. Mis à jour le 3 juillet 2017. . [en ligne], consulté le 27 décembre 2018.

Disponible sur: <https://www.infomigrants.net/fr/post/3944/france-tour-d-horizon-des-associations-d-aide-aux-migrants>

Il existe quatre raisons principales pour laquelle des personnes immigrer en France. Le premier motif pour immigration c'est le motif économique rapporté avec l'emploi ou le chômage. Cette cause est présente gravement dans la France depuis XIXème siècle. Après les guerres napoléoniennes, La natalité était baissée et le pays a été plus faible de point de vue économique et a eu besoin un main d'oeuvre. A cause de cela, la plupart des immigrés était les hommes. La situation a resté comme ça jusqu'à 1970, ou nous pouvons observer une diminution de cette motif d'immigration en France. Depuis 1974, nous observons des raisons différentes, surtout familiaux et sociaux. Pendant cette époque, c'était des femmes et des enfants qui ont commencé à immigrés. Une autre raison pour l'immigration, c'était d'avoir une mieux formation.

Si nous parlons du motif social et familial, le but principal pour l'immigration en France c'était de rejoindre avec une famille ou de venir à s'installer avec des relatives qui déjà possède une nationalité française, ou d'améliorer des conditions de vie en général.

Avec une arrivé de nouvelle millénaire, le motif dominant pour l'immigration, c'est éducation. En 2003, 52 100 des étudiants sont arrivés en France, ce qui es le nombre deux fois plus élevé depuis les années 1980, sans comptant celles, qui y passaient 3 ou 6 mois avec une visa temporelle crée pour les étudiants étrangers en 1999. Le nombre des étudiant augmente comme ça, parce que en 1997 les personnes étrangers ont pu profiter de la possibilité d'avoir un visa étudiant plus durable, obtenir une bourse et en plus, ils ont pu avoir un 'emploi temporaire.

Dans cette époque, la majorité des étudiants sont les hommes africains, Surtout d'origine algérien, maghrébin et marocains. Mais aussi les étudiants asiatiques ont pris une décision d'étudier en France, surtout les gens d'origine chinoise ou vietnamise. En ce qui concerne les chiffres pour les étudiants américains, ils rester plus ou moins les mêmes, et en revanche, il y a une baisse de nombre des étudiants européens. En 2012 France est devenu un quatrième pays en ce qui concerne le nombre des étudiants étrangers acceptés.

La dernière cause principale pour l'immigration en France, c'est le motif politique. Il s'agit de flux migratoire des réfugiés ou apatrides, qui demandent asile. Il existe trois formes d'asile en France. Le premier, c'est *asile conventionnel*. C'est pour des réfugiés ou apatrides, qui demandent asile en France à cause de persécution dans son pays connecté avec ses races, sa religion, ses nationalités ou ses appartenances politiques.

Après il y a un *asile constitutionnel*, qui est accordé à toute personne persécutée dans son pays en raison de son action en faveur de la liberté. Le troisième, c'est *asile territorial*,

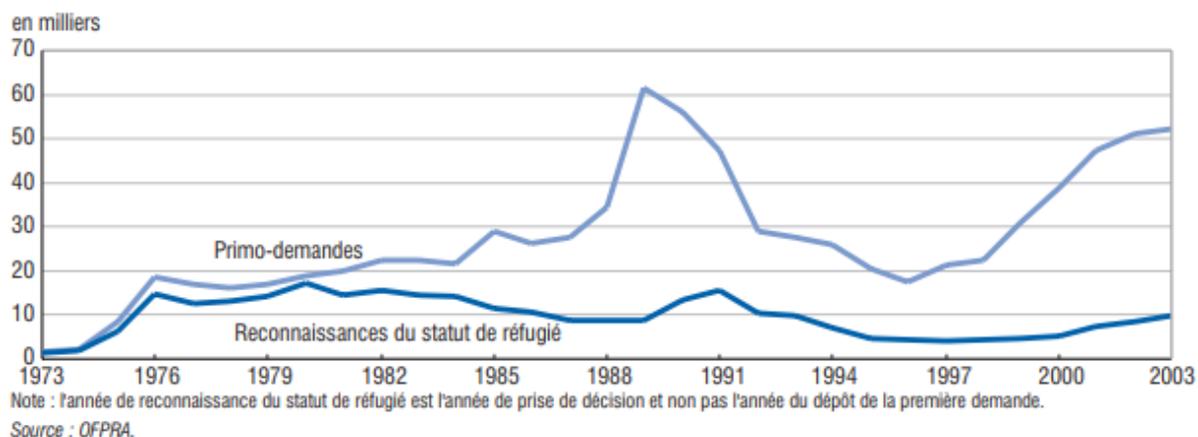
qui est accordé avec toutes les personnes, dont la vie ou la liberté sont menacés dans son pays ou qui ont peur des tortures et de traitement inhumain.

Pour cette situations, l'OFPPA a assuré l'asile pour des personnes réfugiés et apatrides. Au début, il était valable juste pour les demandeurs d'Europe de l'est mais vers l'année 2003, il a délivré 9 780 des certificats de réfugiés au titre conventionnel, soit deux fois plus qu'en 1998. Mais nouvelles 52 000 demandes d'asile était déposé, concernant surtout des gens d'origine africains et asiatiques. *«Fin 2003 OFPPA a abrité 100 800 refugies statutaires. Entre 1976 et 2003, le taux global d'admission a chuté de 95,4 % à 14,8 %. Cette baisse ne résulte pas seulement de détournements de la procédure par des immigrants économiques, mais aussi d'une interprétation plus restrictive des critères de la Convention de Genève.»*¹⁴

¹⁴ « Fiches thématiques sur le flux d'immigration ». INSEE. Insee.fr. Mis à jour le 1 Septembre 2005. [en ligne], consulté le 28 décembre 2018. Disponible sur : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1371776?sommaire=1371777&q=fiche+th%C3%A9matique+immigration>

Figure 1 : Reconnaissances du statut de réfugié depuis 1973

1 - Reconnaissances du statut de réfugié depuis 1973



Source: OFPRA

Figure 2: Nombre de premières demandes d'asile selon la nationalité

| Nationalité | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|-----------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Europe | 6 249 | 5 775 | 6 062 | 7 079 | 7 028 | 8 355 |
| Russie | 214 | 464 | 755 | 1 755 | 1 741 | 2 147 |
| Afrique | 6 234 | 10 441 | 12 541 | 20 410 | 24 114 | 20 933 |
| Algérie | 920 | 1 306 | 1 802 | 2 933 | 2 865 | 2 431 |
| Congo | 387 | 1 158 | 1 586 | 1 943 | 2 266 | 1 762 |
| Mali | n.d. | 1 661 | 2 931 | 2 940 | 2 412 | 1 202 |
| Mauritanie | 542 | 786 | 1 324 | 2 332 | 2 998 | 2 324 |
| Rép. démocratique du Congo | 1 778 | 2 272 | 2 901 | 3 781 | 5 260 | 4 407 |
| Asie | 9 249 | 13 833 | 15 018 | 15 992 | 17 475 | 21 018 |
| Turquie | 1 621 | 2 219 | 3 597 | 5 347 | 6 582 | 6 761 |
| Chine | 2 075 | 5 169 | 4 961 | 2 948 | 2 869 | 5 294 |
| Sri-Lanka | 1 832 | 2 001 | 1 879 | 2 000 | 1 992 | 1 967 |
| Amérique | 517 | 751 | 1 873 | 3 018 | 2 339 | 1 761 |
| Haiti | 357 | 503 | 1 873 | 2 713 | 1 904 | 1 403 |
| Autres (divers, apatrides) | 126 | 107 | 3 253* | 792* | 131 | 137 |
| Ensemble | 22 375 | 30 907 | 38 747 | 47 291 | 51 087 | 52 204 |

Source: OFPRA

Nous pouvons brièvement mentionner les autres causes d'immigration en France comme les causes naturelles, psychologiques ou diplomatiques, mais ces motifs ne sont pas très pertinents par rapport à notre thème du présent travail.

II. L'histoire d'immigration en France

Nous pouvons observer le début de ce phénomène en France en arrivant de la période de colonisation à la 16ème siècle.

Après cette étape, une vraie expansion des immigrés a commencé à la fin de XIXème siècle. Avec la révolution industrielle et la fin des guerres napoléoniennes, Le pays a eu besoin une aide externe en forme des personnes immigrés, surtout les hommes. Dans cette période, les immigrés ont été un accès facile pour s'installer et travailler en France.

II.1 La période de la colonisation

La colonisation a commencé à la XVIIème siècle, mais son épanouissement s'est passé pendant XIXème et XXème siècle. Pendant cette période, la France et Grande Bretagne ont été les deux puissances les plus importantes dans le domaine de colonisation mondiale. Cela étant dit, la situation actuelle de la France est qu'elle possède seulement plusieurs petits territoires hors du territoire français, qui sont plus ou moins autonomes.

Les premières tendances de coloniser, même si pas très marquantes, s'est passé aussi à la XVIème siècle, où la France a porté son effort vers l'Amérique du Sud, mais presque sans succès, parce ils ont rencontré une résistance de l'Espagne et Portugais. C'est pourquoi ils ont été capable d'occuper une seul territoire en 1555 titré *France antarctique*, ce qui s'appelle aujourd'hui Rio de Janeiro.

En passant à la XVIIème siècle, c'était en Amérique du Nord où le succès plus grand a été connu, relative au territoire de Nouvelle-Écosse, où ils établissaient le ville Port Royale en 1605 et trois ans plus tard, le ville Québec – la capitale de Nouvelle-France.¹⁵ La culture française est en toujours très vivant.

Pendant ce temps, Louisiane, l'une des 5 parties de la Nouvelle-France, a été colonisé par les français et la puissance française a élargi vers l'ouest. Cela étant dit, la colonisation a continué aux Caraïbes : d'abord c'était Guyane française qu'a été occupée par eux et 10 ans plus tard, Saint Christophe et Martinique ont devenus les colonies françaises, même que Sainte-Lucie en 1651. Puis le territoire Saint – Domingue (actuellement Haïti) – est devenu la colonie française significative, même si la colonie au Sénégal. Ensuite, *La Compagnie française des Indes orientales* a été fondé en 1664, pour supporter établissement des colonies

¹⁵ Terme pour le territoire dans Amérique du Nord colonisé par France pendant XVI-XVIIIème siècle.

en péninsule Indienne.¹⁶ En ce qui concerne le territoire dans l'Océan indienne, c'était Réunion, Mauritius et les Seychelles qu'on y a colonisés.

Tandis que le siècle précédent était fécondé pour la France, XVIII et XIX siècles a représenté la période de la crise. France a été chargée par les guerres napoléoniennes et il n'y avait pas de moyens financiers suffisants pour maintenir ou continuer avec la colonisation si grave. A cause de cela, Grande Bretagne a profité bien des problèmes causés par des guerres. En plus, Haïti est devenu autonome à cause de révolte des esclaves affranchis, laquelle Napoléon III n'a pas été capable de contrer.

Il s'ensuit que pendant les guerres napoléoniennes, la France a perdu presque toutes les colonies qui ont été occupées surtout par Grande Bretagne. Elle a perdu une majorité de Canada, une partie de Louisiane et en Inde il restait que 5 villes. Un peu plus tard, Grande Bretagne l'a rendu plusieurs colonies (par exemple Guyane française ou Martinique) mais les autres comme Sainte Lucie, Tobago, Seychelles ou Mauritius ont été gardés par elle.

Pendant la XIXème siècle, la crise coloniale s'est terminée et France a réussi dans l'Afrique du Nord et commencé l'invasion d'Algérie en 1830. En faisant cette conquête, sa politique migratoire a changé. Au lieu d'exploitation et élimination de la population locale (comme précédemment au Canada), ils ont les utilisés comme une main d'œuvre bon marché. En 1881, la France a établi un protectorat en Tunisie et autres plusieurs pays d'Afrique du Nord ont été soumis par elle. Entre autres, par colonisation des Cambodge, Vietnam et Laos, Indochine française a été créée.

Après la première guerre mondiale, France a reconquis la grande expansion, quand elle s'est élargie des plusieurs territoires, comme territoire sous mandat de Syrie ou Liban.

Un processus d'euro-péanisation et implémentation de la culture française s'était effectué dans toutes les colonies, surtout concernant l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord. Les habitants de cette région, qui étaient capables de parler française et qui acceptaient la culture française en général, ils ont obtenu la nationalité française, droit de voter inclus.

Processus de décolonisation

Empire colonial français commençait à dépérir pendant la seconde guerre mondiale. Quoiqu'elle ait maintenu quelques territoires, France était forcée de renoncer aux territoires particuliers à cause de la pression mondiale vers la décolonisation. Malheureusement, c'était pas un processus que c'est passé calmement. La décolonisation a été débutée avec Indochine française – Vietnam a été déclaré indépendant, suivi par l'Afrique, plus spécifiquement Algérie,

¹⁶ Il y avait 5 associations pour supporter l'établissement des colonies, au total, pour Canada, Afrique du Nord, Sénégal,

où le conflit était le plus musclé, parce que la France a refusé à accepter son indépendance jusqu'à 1962. La situation a été semblable pour les autres pays africains. Une seule exception étaient Mayotte et Réunion qui ont décidé par le referendum, de resté une partie de la France, comme DOM.¹⁷ Après il reste une fraction des pays appartenant à France d'outre-mer, le territoire le plus marquant c'est la Guyane française.¹⁸

En conclusion, le fait important, c'est que la culture française a resté enracinés dans toutes les colonies précédentes. Par exemple Madagascar, Liban, Sénégal ou Congo ont français comme la langue officielle. Il résulte que la plupart des immigrants en France viennent des colonies précédentes.

II.2 Les vagues migratoires principales en France

II.2.1 La première vague migratoire en France

Premier flux migratoire est lié avec la fin de 19ème siècle, la fin des guerres napoléoniennes et aussi avec le début de la révolution industrielle. A cause des guerres mentionnés, France a subi des lourdes pertes et la natalité a été réduite.

Dans cette période, les autres pays européens triplent presque sa population, mais France n'augmente plus. Ces raisons ont abouti à créer une demande d'aide extérieure. Un autre problème principal était l'incapacité des paysans à s'intégrer à la société industrielle et donc France a eu besoin d'une main d'œuvre qualifiée. Depuis 1901 jusqu'à 1917, la situation des immigrants en France a été favorable, parce qu'une simple déclaration à la mairie de leur résidence était suffisante pour être capable de s'installer et travailler en France.¹⁹ Cela étant dit, les immigrants sont venus surtout des pays voisins. Il s'agissait surtout des hommes espagnols, belges, italiens, suisses et polonais qui étaient utiles pour des travaux sur les constructions routières et ferroviaires ou sur le secteur textile. La majorité des immigrants était d'origines Belges

¹⁷ Département d'outre-mer

¹⁸ KOŽELUHOVÁ, Kateřina, *Strategie francouzské migrační politiky*, Praha, 2009, 68p., bakalářská práce, Univerzita Karlova v Praze, katedra demografie a geodemografie, vedoucí práce: Prof. RNDr. Jitka Rychtaříková, CSc, p23-25, page consultée le 16 janvier 2019. Disponible sur: <https://is.cuni.cz/webapps/zzp/download/130182786>

¹⁹ «*Chronologie: Histoire d'immigration en dates*». Vie-publique.fr. Mis à jour le 12 avril 2016. [en ligne], consulté le 3 janvier 2019. Disponible sur : <https://www.vie-publique.fr/politiques-publiques/politique-immigration/chronologie-immigration/#wrapper>

mais au fil du temps, ils étaient remplacés par des italiens qui ont commencé à s'installer en région parisienne. Pour cela, Paris est devenue une ville cosmopolite et multiculturelle, en représentant presque tous les pays européens. Au cours de la III^{ème} République, constitué le 4 septembre 1870, il est pris le plus grand appel du monde politique et publique, concernant les questions d'immigration.

Pendant la première guerre mondiale, des personnes d'origine nord-africain, chinois et indochinois sont demandés pour travailler en France. En 1917 Un décret a introduit pour la première fois *une carte de séjour* pour les étrangers de plus de 15 ans résidant en France.

A la fin de la première guerre mondiale, la situation migratoire a progressé de plus en plus et elle est devenue un thème principal quand la politique d'immigration volontariste commence.²⁰

II.2.2 La seconde vague migratoire

Le second flux migratoire est défini par deux guerres mondiales Pendant la première guerre mondiale, des hommes des pays des colonies anciens, sont mobilisés pour combattre avec la France. C'est la population plutôt venant d'Afrique du nord et de Sénégal. La France est devenue le pays qui accepte les réfugiés politiques, ce sont surtout des russes, arméniens, allemands, italiens, espagnols et la majorité des réfugiés politiques est formé par les polonais.

A cause de la première guerre mondiale, France a perdu beaucoup de la population et la reconstruction d'état en général, était besoin. Donc il était nécessaire d'un main d'oeuvre externe de nouveau. A cause de cela, nous pouvons observer un deuxième grand flux migratoire en France.

En 1924 la *Société générale d'immigration* est fondée, mais elle n'est pas presque effectif, en ce qui concerne région parisienne. En 1927, vote d'une loi est légalisé, en permettant l'extradition des personnes immigrées. Vers l'année 1931, La crise économique internationale arrive en France. Cependant, Le nombre des immigrés en France fait presque 3 millions, ce qui

²⁰ NOIRIEL, Gérard. « *Une histoire du modèle français d'immigration.* » Regards croisés sur l'économie. p. 32, consulté le 2 février 2019. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-regardscroises-sur-l-economie-2010-2-page-32.htm>

est 6,6 percent de la population en France. Mais depuis cette année, les frontières ont commencé à être beaucoup plus gardé et l'État commence à avoir l'attitude hostile vers les immigrées. Il était important de définir les règles pour entrer dans le pays et d'indiquer les principes cruciaux de la politique d'immigration. « *Cette politique de l'immigration reposait sur trois principes : une sélection des immigrants, une assimilation, la mise en place d'un organe directeur* »²¹ La xénophobie et l'antisémitisme se développent, alors la lutte électorale de 1936 va favoriser l'intégration des immigrés.

En 1940 La politique migratoire se change en arrivant de Vichy. Il se concentre sur la problématiques d'immigration. Le gouvernement prend les mesures contre les populations immigrées. Après la loi sur le statut des juifs mettant tous les Juifs au ban de la société, la loi du 4 octobre 1940 sur "*les ressortissants étrangers de race juive*" permet d'interner ceux-ci dans des camps spéciaux par décision du préfet du département de leur résidence".²² La loi du 27 septembre 1940 concernant les autres étrangers non juifs, règle le sort des "étrangers en surnombre dans l'économie nationale" : l'étranger est soumis à une surveillance stricte et n'a plus le droit de libre circulation sur le territoire et ne bénéficie pas de la législation du travail.²³

II.2.3 Trente Glorieuses

La période des Trente Glorieuses a commencé avec l'aboutissement de la seconde guerre mondiale et a été finie en 1974, après terminaison de la croissance économique en France.

En 1945, le nouveau document législatif a été créé, sous le nom d'ONI,²⁴ modifiant les conditions d'entrée et de séjours des immigrés dans le territoire français. Il s'appelle Ordonnance relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Cette ordonnance est devenue la base pour les lois postérieures sur immigration, qui la modifient. A

²¹ Ralph Schor, « *La gestion de l'immigration sous la IIIème République* », Cahiers de l'Urmis, 1999, p.12, en ligne, consulté le 4 janvier 2018. Disponible sur: <http://urmis.revues.org/335>.

²²« *Chronologie: Histoire d'immigration en dates* ». Vie-publique.fr. Mis à jour le 12 avril 2016. [en ligne], consulté le 3 février 2019. Disponible sur :

<https://www.vie-publique.fr/politiques-publiques/politique-immigration/chronologie-immigration/#wrapper>

²³ JANČULOVÁ, Lucia, Immigration et integration des immigrés en France, Olomouc, 2015, p59, bakalářská práce, Univerzita Palackého v Olomouci, katedra romanistiky, vedoucí práce: Mgr. Jarmila Beková, Phd. Page consulté le 10 février 2019

²⁴ L'Office national d'immigration – Ils ont établi les trois cartes de séjours – pour un an trois ans, ou dix ans

la base de cette ordonnance, l'étranger ou personne immigré est obligé à avoir une carte d'identification, en cas d'urgence un visa ou les documents qui spécifient de but et des conditions du séjour en France, ou les documents nécessaires pour les travailleurs immigrants. Mais le but de cette ordonnance ne s'agissait pas de la réduction d'immigration, parce qu'elle est contribué à amélioration sur le marché du travail et sur la réduction de la pression sociale.²⁵

Pendant ce temps, France se trouve dans la même situation en ce qui concerne un besoin de main d'oeuvre externe. C'est la raison pour laquelle, elle est de nouveau forcé d'ouvrir les frontières et de permettre le séjour des immigrés. Et donc il commence la troisième vague migratoire, connu comme *Trente Glorieuses* connecté avec la prospérité d'état de point de vue économique. Nous pouvons observer le changement dans le motif d'immigration – il est plutôt sociale ou familial, pas économique. A cause de cela, la majorité des immigrés était des femmes et des enfants. Ils ont voulu revivre avec ses proches ou ils ont voulu trouver des mieux conditions de vivre. Dans ce contexte-là, nous parlons des raisons de réunion de la famille ou de regroupement familial.

Une autre partie des immigrés arrivés en France, s'est passé après la période de décolonisation, dans les années 60, résultant de la grande diversification concernant des origines des immigrés. Il y avait une grande baisse des immigrés italiens en faveur des espagnols et des portugais. Ils sont suivis par une grande vague migratoire des marocains, des tunisiens, des algériens (connecté avec la fin de la guerre en 1962). En 1964 il commence l'immigration subsaharienne. Cette structure des immigrés est plus ou moins présente en France de nos jours.

En 1972 les circulaires Marcellin-Fontanet²⁶ ont été établis, soumettant de la politique de recrutement des travailleurs venant de l'étranger ou il s'agit des immigrés recrutés pour travailler en France. Ils peuvent y séjourner tant qu'ils sont employés. S'ils perdent cet emploi ses cartes de séjours ne sont plus valable.

Ces circulaires ont également entraîné une vague des plaintes, émeutes et grèves de faim de côté des immigrés. Cette expression de mécontentements s'est passés surtout dans les villes françaises importants, de novembre 1972 à juin 1973. Cela étant dit, le 14 juin 1973, une nouvelle circulaire a été créé, signé par le ministre de travail Gorse, permettant l'accès en France des travailleurs immigrés clandestins. Son durabilité n'était pas longue. Il a été accueilli

²⁵DANIELOVÁ, Kateřina. « *Imigrační politika Francie se zaměřením na současnou krizi* ». Migraceonline.cz. Mis a jour le 1 avril 2004. [en ligne], consulté le 5 mars 2019. Disponible sur : <https://migraceonline.cz/cz/e-knihovna/imigracni-politika-francie-se-zamerenim-na-soucasnou-situaci>,

²⁶ Marcellin a été le ministre de l'intérieur et Fontanet le ministre de travail

avec scepticisme du public et du monde militant immigré et il a été annulé par le Conseil d'État en juin 1974.

Après 1974, les frontières françaises sont de nouveau fermées, à cause d'un ralentissement économique et la hausse du chômage.

II.2.4 Situation migratoire en France de 1974 à 2014

Dans cette section, nous présenterons les étapes importantes de la politique d'immigration française pour mieux comprendre la situation en 2015-2018 et pour suivre l'évolution de l'exécutif et son attitude à l'égard des migrants. Avec le nombre croissant de migrants en France, l'exécutif français prend plus de mesures contre cette situation. Nous nous concentrons principalement sur *Loi relative la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et la nationalité* - Loi proposée par le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, qui modifie la politique migratoire française actuelle. Puis nous allons mentionner deux autres lois importantes relatives à l'immigration et à l'intégration et enfin, nous allons brièvement décrire la situation en 2012-2014, autrement dit les années qui ont précédé la crise migratoire en 2015-16.

Les mesures plus grandes, en liaison avec des immigrés, s'est passé en 1973, parce que la crise économique s'est produite de nouveau et le flux migratoire a été plus gardée et encadré, dans l'intention d'empêcher immigration clandestine et de limiter l'immigration légale. A cause de cela, il y avait un changement des lois sur l'immigration en France ainsi que ses durcissements.

En 1980, la loi Bonnet²⁷ a entré en vigueur, permettant l'expulsion des travailleurs immigrés et en 1991, des trois domaines principaux ont été établis, en liaison avec la politique migratoire française, concernant de compliquer l'accès des immigrés vers France. Ils étaient du contrôle des flux migratoires, de combattre contre l'immigration illégale et d'une intégration des immigrés déjà s'installés en France.

Ensuite, la loi controversée, nommé la *loi Pasqua* est entré en vigueur en 1993. L'objectif de cette loi était de combattre contre l'immigration illégale et en plus, de durcir immigration familial et social. Les points principaux étaient : un meilleur contrôle des immigrés et l'accroissement de pouvoir de la police des frontières en ce qui concerne l'expulsion des immigrés illégaux. Pour les immigrés avec le motif familial, il était plus difficile de gagner la nationalité française ainsi que le droit comprenant la nationalité automatique pour les enfants

²⁷ Du nom de Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur de 1977 à 1981

des immigrés nés en France, et la limitation de droit pour gain de la nationalité de leurs parents. La loi été aussi visé contre *les mariages de complaisance* (des mariages contractés uniquement en vue de bénéficier de la liberté de circulation et de séjour en vertu de la directive, dont la personne concernée n'aurait autrement pas pu bénéficier)²⁸ En arrivant de ce loi-là, des immigrés illégaux sont devenus des criminels.

En 1997, *la loi Debré*²⁹ a causé le durcissement de la politique migratoire encore plus grand. Avec la loi Chevènement, cette politique est devenue plus clémente – l'objectif clé a été de mieux organiser l'immigration illégale, ni l'opprimer. Le statut d'immigré clandestin qui vive en France plus que dix ans, a été légalisé.³⁰

Il y avait des changements supplémentaires dans la loi migratoire française. Après les élections présidentielles en 2002, gagnés par Jack Chirac du Rassemblement pour la France,³¹ il était nécessaire de faire beaucoup plus attention vers le domaine de la politique migratoire et de la sécurité nationale, parce que le publique ont été impression que ces questions ne sont pas suffisamment traitées.³²

En 2003 ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy a présenté un projet de la loi concernant le séjour des immigrés en France, de leur contrôle en général et de la nationalité nommé *Loi relative la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et la nationalité*, qui est entré en vigueur avec quelques modifications, la même année. En même temps, les directives de l'Union Européenne et des accords internationaux relatifs à elle, ont été incorporés dans la loi française à l'égard d'immigration. Il s'agissait, par exemple, des sanctions pour aider des immigrés illégaux, ou de la création d'une base de données concernant des emprunts digitales des demandeurs de visa de l'extérieur de l'Union européenne, etc. Avec

²⁸ COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMITIES. « Communication from the commission to the European Parliament and the Council. ». p. 15. Mis à jour le 2 janvier 2009. [en ligne], consulté le 6 mars 2019. Disponible sur : <https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2009:0313:FIN:EN:PDF>

²⁹ En référence au ministre de l'Intérieur en fonction Jean-Louis Debré

³⁰ DANIELOVÁ, Kateřina. « *Imigrační politika Francie se zaměřením na současnou krizi* ». Migraceonline.cz. Mis a jour le 1 avril 2004. [en ligne], consulté le 13 mars 2019. Disponible sur : <https://migraceonline.cz/cz/e-knihovna/imigracni-politika-francie-se-zamerenim-na-soucasnou-situaci>

³¹ Il a abattu Jean-Marie Le Pen pour la Front Nationale, bien que l'extrême droite gagnait en popularité à cette époque

³² DANIELOVÁ, Kateřina. « *Imigrační politika Francie se zaměřením na současnou krizi* ». Migraceonline.cz. Mis a jour le 1 avril 2004. [en ligne], consulté le 5 mars 2019. Disponible sur : <https://migraceonline.cz/cz/e-knihovna/imigracni-politika-francie-se-zamerenim-na-soucasnou-situaci>

l'adoption de cette loi, il y a des protestations massives, parce que à cause de cela, le séjour des immigrés en France se devient compliqué.³³

Ce document comporte ou ajuste quelques points principaux lié à l'immigration. Le première point traite une question du séjour des étrangers et des immigrés en France. Les conditions c'est devenu mieux pour quelques personnes, plus précisément pour les citoyens européens, des possesseurs d'une visa d'étudiant ou scientifique³⁴

Ensuite, des personnes immigrées doivent rester sur le territoire française 5 ans sans cesse (au lieu de 3 ans) et signer le contrat de l'intégration. Le droit des immigrés malades est aussi annulé.

La loi ajuste aussi des conditions pour expulsion des immigrés et prolonge la durée de la détention pendant le processus d'expulsion de 12 jours a 32 jours.³⁵

Le point suivant, c'est de sanctionner des personnes et des organisations non gouvernementales pour aider des immigrés illégaux. A cause de cela, ces organisations sont signées le manifeste pour définir des conditions dans lesquelles les organisations peuvent aider des immigrés licitement exercés.

Le 14 juillet 2006, une loi sur l'immigration et l'intégration des migrants a été promulguée. La loi introduit de nouveaux moyens pour améliorer la réglementation de l'immigration. En même temps, il soutient *l'immigration choisie*. En bref, il traite principalement des points suivants : un mariage mixte: où les conjoints doivent avoir au moins 3 ans pour recevoir une carte de résidence. Ainsi, le gouvernement empêche *les mariages blancs*³⁶

Il comprenait également un regroupement de familles - lorsqu'une personne conjointe immigré a droit à une carte de séjour s'il réside légalement en France depuis au moins 18 mois et qu'il doit en même temps défendre ses revenus à SMIC³⁷

Le dernier point à mentionner est l'obligation de l'immigré de quitter la France si l'administration refuse de lui attribuer un titre de séjours, auquel cas il peut l'expulser.

³³DANIELOVÁ, Kateřina. « *Imigrační politika Francie se zaměřením na současnou krizi* ». Migraceonline.cz. Mis a jour le 1 avril 2004. [en ligne], consulté le 13 mars 2019. Disponible sur :

<https://migraceonline.cz/cz/e-knihovna/imigracni-politika-francie-se-zamerenim-na-soucasnou-situaci>

³⁴ Le visa scientifique est délivré pour 4 ans au lieu d'un an qu'auparavant.

³⁵ Loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003 relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité.

³⁶Ça veut dire : entente illicite moyennant rémunération entre deux personnes en vue de se marier et de pouvoir séjourner légalement en France (source : <https://www.valeursactuelles.com/societe/mariage-blanc-quand-les-etrangers-sont-prets-tout-64159>)

³⁷ Salaire minimum interprofessionnel de croissance

Le 16 juin 2011, une loi relative à l'immigration à l'intégration et à la nationalité³⁸ a été adoptée. L'objectif était de transposer trois directives européennes sur la lutte contre l'immigration clandestine et les travailleurs illégaux et, au contraire, de soutenir les immigrés hautement qualifiés.³⁹

Le point suivant était de soutenir l'intégration des immigrés et de réformer le processus d'élimination des immigrés clandestins résidant en France. Cette loi prévoyait, par exemple, une prolongation de la détention de 45 jours ou une introduction de la Carte Bleue pour immigrants qualifiés. La loi prévoyait également les expulsions d'étrangers qui ne respectent pas cette réglementation et ne pourront rester dans l'UE pendant deux à cinq ans.

D'après *résultats de la politique migratoire en 2011* Claude Guéant, ancien ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration, a constaté que la nouvelle mesure avait porté ses fruits dans le contexte d'immigration. Il a accentué que l'expulsion des immigrants clandestins était plus efficace que prévu et que 32 912 immigrés en séjour irrégulier avaient été expulsés. En outre, les livraisons des premiers titres de séjour ont été stabilisées entre 2007 et 2012, ainsi que leur nombre ont diminué de 3,6% en 2011 par rapport à 2010.

Il a toutefois rappelé que le nombre de demandeurs d'asile avait augmenté de 8% par rapport à 2010. Ces statistiques placent la France au premier rang des pays européens en termes de demandes d'asile.⁴⁰

En 2014, au Conseil, les ministres ont présenté un projet de loi visant à simplifier le droit de résidence des étrangers en France, améliorant ainsi leur intégration et assurant une meilleure gestion de la situation des immigrants clandestins.

L'année 2014 est également associée au début de la plus grande crise migratoire en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, qui a également touché la France dans une large mesure. Cette vague de migration est causée par la situation instable à long terme au Moyen-Orient, en particulier en Syrie, mais également en Irak ou en Afghanistan. Les conflits de guerre dans ces pays ont provoqué cette nouvelle vague de migrants qui a progressé en 2015 et 2016.

³⁸ Loi n° 2011-672 du 16 juin 2011

³⁹ Directive 2008/115/CE, directive 2009/52/CE et directive 2009/50/CE

⁴⁰ « *Les résultats de la politique migratoire en 2011* ». Interieur.gouv.fr. Mis à jour le 13 janvier 2012. [en ligne], consulté le 14 mars 2019. Disponible sur :

<https://www.interieur.gouv.fr/fr/Archives/Archives-des-actualites/2012-Actualites/Resultats-de-la-politique-migratoire-2011>

Mais déjà en 2014, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a attiré l'attention sur le nombre croissant de migrants originaires de pays comme la Syrie, la Somalie et l'Afghanistan. Par conséquent, dans le prochain chapitre, nous tenterons de saisir les situations qui définissent la période 2015-2018 en termes d'événements, d'attitude de la société et de migrants.⁴¹

III. Immigration en France pendant les années 2015-2018

III.1. La situation en France dans les années 2015-2016

Au début de cette partie, nous allons présenter la crise migratoire dans le contexte de l'ensemble de l'Europe. Depuis 2014, le nombre d'immigrants se dirigeant vers l'espace Schengen a augmenté. De plus, de janvier à juin 2015, cette situation est toujours progressive, avec 340 000 migrants clandestins à Schengen. Il s'agissait de la migration d'hommes, de femmes et d'enfants qui visaient l'Europe. Au cours de ce voyage à travers la Méditerranée, ils ont été menacés et soutenus par des organisations criminelles, entraînant une tragédie humaine intolérable. Cette crise et la fuite vers les pays européens ont plusieurs causes : l'instabilité des pays d'origine d'immigrés clandestins à cause des guerres et du terrorisme, notamment la Syrie et l'Irak. Pour ces personnes originaires d'Afghanistan, de Syrie et d'Irak, la région de la Méditerranée orientale est devenue un axe majeur de l'espace Schengen pour la recherche d'un refuge.⁴²

Une autre cause de l'immigration irrégulière est l'abandon des valeurs morales en Libye en rapport avec le permis de trafic d'êtres humains, qui avait son itinéraire dans la région de la Méditerranée orientale. Le résultat fut un flux migratoire mixte vers l'Europe, composé en partie de migrants fuyant le régime dictatorial, qui se trouvait par exemple à Erythrée. La

⁴¹ « *Rekordní počet uprchlíků ve světě. Více než polovina z nich jsou děti* ». ONU. Osn.cz. Mis à jour le 18 juin 2015. [en ligne], consulté le 14 mars 2019. Disponible sur :

<https://www.osn.cz/rekordni-pocet-uprchliku-ve-svete-vice-nez-polovina-z-nich-jsou-deti/>

⁴² « *La France a l'action face à la crise migratoire* ». Gouvernement.fr. Mis à jour le 7 septembre 2015. [en ligne], consulté le 27 mars 2019. Disponible sur :

<https://www.gouvernement.fr/la-france-a-l-action-face-a-la-crise-migratoire-2817?fbclid=IwAR3xeyYWrywqSwLGXO54Tcbb80qOifVhxqcRNnuSOQIDrC1RqUxOn-qJHUK>

deuxième partie à un motif économique. Ces migrants venaient principalement d'Afrique de l'Ouest. L'émigration des pays des Balkans, principalement la Serbie, le Kosovo ou l'Albanie a également augmenté. La plupart de ces immigrants visent l'Europe pour demander l'asile. L'Allemagne, qui comptait le plus grand nombre de demandes d'asile, principalement d'immigrés des Balkans, a reçu 800 000 demandes d'asile au total. Dans d'autres pays européens, la situation des applications est assez stable. La France quant à elle a reçu presque le même nombre de demandes d'asile en 2015 qu'en 2014.⁴³

Cependant, la France a été confrontée à un autre problème grave, à savoir les attaques terroristes. Ces dernières années, la France est devenue une cible fréquente de ces attaques, qui ont grandement affecté la population française inquiète pour sa sécurité. Cette situation n'a pas touché que les Français eux-mêmes, mais aussi les touristes qui ont peur de voyager ici. La France est une cible fréquente de ces attaques pour deux raisons principales : la première est qu'elle est considérée comme un symbole du sécularisme libérale, c'est-à-dire qu'elle sépare les valeurs de la religion et d'état. Les terroristes le considèrent également comme un symbole de l'athéisme, et ils estiment qu'ils transmettent également ces valeurs à leur monde. Une autre raison est que l'armée française a été directement impliquée dans les actions des alliés contre l'État islamique en Syrie et en Irak. Bien que les États-Unis aient également participé au bombardement de l'État islamique dans ces régions, la France est immédiatement la plus active dans ses efforts de destruction des infrastructures de l'État islamique.⁴⁴

III.1.1 Les attaques terroristes en France en 2015

Janvier – Paris

Le premier attentat terroriste de cette année visait Charlie Hebdo, le journal satirique, laïque, politique et joyeux, connu principalement pour sa satire et ses caricatures. L'attaque a eu lieu le 7 janvier 2015. Les frères Saïd et Cherif Kouachi - des étrangers venus

⁴³ « *La France a l'action face à la crise migratoire* ». Gouvernement.fr. Mis à jour le 7 septembre 2015. [en ligne], consulté le 27 mars 2019. Disponible sur :

<https://www.gouvernement.fr/la-france-a-l-action-face-a-la-crise-migratoire-2817?fbclid=IwAR3xeyYWrywqSwLGXO54Tcbb80qOifVhxqcRNnuSOQIDrC1RqUxOn-qJHUK>

⁴⁴ « *Proč znovu Francie a proč zde teroristé útočí stále častěji* ». Echo24.cz. Mis à jour le 15 juillet 2016. [en ligne], consulté le 31 mars 2019. Disponible sur : <https://echo24.cz/a/iHjkV/proc-znovu-francie-a-proc-zde-teroriste-utoci-stale-casteji>

d'Algérie - se sont tenus derrière cet acte. Au total, 12 personnes ont été tuées dans le présent, y compris le rédacteur en chef Stéphane Charbonnier et le célèbre dessinateur. Les caricatures de Mahomet, mieux connues pour l'hebdomadaire, étaient à l'origine de cette attaque. Les assaillants ont ensuite été tués dans une fusillade à 35 km de Paris. Cette attaque a incité à s'attaquer davantage à la politique d'immigration en France et dans l'UE.

Dès le lendemain, les policiers Ahmed Coulibaly et Hayat Boumediene, français d'origine malienne, se sont convertis à l'islamisme. Il a ensuite attaqué le supermarché juif Hypercacher à Paris le 9 janvier, où 4 autres personnes sont mortes. Coulibaly a été tué par la police, mais Boumediene s'est échappé.⁴⁵

Février

Le 3 février, un attentat a eu lieu à Nice, où trois policiers patrouillant dans le centre juif de Nice ont été poignardés au couteau. L'assaillant était Moussa Coulibaly, qui n'avait aucune parenté avec son homonyme Ahmed Coulibaly.

Juin

Le 26 juin, un homme décapité a été retrouvé à Saint-Quentin-Fallavier, avec d'autres blessés, près de l'usine de Lyon. Plusieurs explosions ont également eu lieu et l'un des suspects a été arrêté. François Holland a qualifié la situation comme d'attaque terroriste

August-Attentat du train Thalys

Le 21 août 2015, les tirs en masse du train Thalys sur la ligne Amsterdam-Paris ont été empêchés. Le tireur avait un pistolet automatique et un couteau, mais heureusement il a été arrêté par six passagers, dont trois ont été blessés. Cet événement s'est produit lors d'un voyage en train dans le nord de la France en Oignies.⁴⁶

Novembre

⁴⁵ « *Timeline : Attacks in France* ». BBC. Bbc.com. Mis à jour le 26 juillet 2016. [en ligne], consulté le 1 avril 2019. Disponible sur : <https://www.bbc.com/news/world-europe-33288542>

⁴⁶Ibid. page consulté le 1.avril 2019

La plus grande attaque terroriste a toutefois eu lieu dans la soirée du 13 novembre 2015, alors que six attaques terroristes coordonnées avaient eu lieu à peu près au même moment dans le centre de Paris, sous la direction d'un État islamique.

C'était aussi une salle de concert du Bataclan, du Stade de France, un bar et un restaurant. Les attaques ont fait 130 victimes et plusieurs centaines de blessés.

Stade de France, où devait se dérouler le match entre la France et l'Allemagne. L'attaquant a tiré une bombe suicide lors d'un contrôle de sécurité à l'entrée. Le président de l'époque, François Hollande, assistait également au match. Il a ensuite été immédiatement évacué. Les autres participants se sont rendus sur le terrain et ont attendu l'évacuation en toute sécurité.

Presque immédiatement après, la voiture a été tirée à l'intersection des rues Bichat et Alibert, où se trouvent Le Petit Cambodge et le bar Le Carillon. En outre, les tirs se sont poursuivis rue de la Fontaine-au-Roi, où se trouvent le Café Bonne Bière et La Casa Nostra et enfin la rue de Charonne, où se trouve le bar La Belle Équipe, où le tir a duré jusqu'à trois minutes et tué 19 personnes.⁴⁷

L'attaque la plus meurtrière depuis ces lieux s'est déroulée dans la salle de concert Bataclan, près du boulevard Voltaire. Il y avait un concert à guichets fermés du groupe américain Eagles of Death Metal, où environ 1500 personnes étaient présentes.

Il y avait trois assaillants ici, équipés d'armes AK-47 et de gilets de suicide. D'abord, il y avait des tirs. Sur cette base, les forces de sécurité ont été appelées. En essayant d'arrêter l'un des assaillants, son gilet a été activé. Les deux autres portaient les gilets de suicide volontairement. Au total, 89 personnes ont été dépassées.⁴⁸

Au total, 11 terroristes responsables ont été identifiés pour cet événement. Les lieux étaient éloignés les uns des autres et s'ajoutaient à une activité sociale élevée, répondant aux critères d'attaque terroriste. Les attaques ont été revendiquées par l'État islamique.

⁴⁷BANDUROVÁ Jana, KOLOMAZNÍK Tomáš. « *Teroristické útoky proti státům NATO a EU od 11. září 2001* ». CBAP. Cbap.cz Mis a jour le 9 avril 2016 . [en ligne], consulté le 2 avril 2019. Disponible sur : <http://www.cbap.cz/archiv/3009>

⁴⁸« *Paris attacks: What happened on the night* ». BBC. Bbc.com. Mis à jour le 9 décembre 2015. [en ligne], consulté le 4 avril 2019 Disponible sur: <http://www.bbc.com/news/world-europe-34818994>

Après cette attaque, deux forces spéciales de la police française ont été déployées au centre de Paris, la BRI⁴⁹ et le RAID⁵⁰, afin de rechercher d'autres attaquants tout en protégeant d'autres cibles potentielles.

Tous les services de secours et de santé sont également arrivés et plusieurs stations de métro ont été fermées. Après l'évacuation du président Hollande, une équipe de crise⁵¹ a été convoquée, ce qui a abouti à l'annonce d'une situation d'urgence.⁵²

III.1.2. Attentats terroristes de 2016

Janvier - Valence et Paris

Le 1er janvier, un homme a été abattu dans le sud de la France. Il a arrêté à plusieurs reprises un camion de la police et l'a attaché à 4 policiers qui se rendaient dans une mosquée. L'un d'eux a été blessé et un spectateur innocent a été abattu.

Le 7 janvier, un homme a été abattu à Paris après avoir prétendument tenté d'attaquer un poste de police à l'anniversaire de l'assassinat de Charlie Hebdo. L'homme portait un coupe-coupe à viande et une veste de suicide.

Juin – Magnanville

Un couple de policiers a été poignardé à leur domicile le 13 juillet à l'ouest de Paris. Leur enfant de trois ans a survécu. L'agresseur a déclaré allégeance à l'État islamique et a été tué par la police.

Juillet

Nice le 14 juillet

Lors de l'assassinat de juillet à Nice, 86 personnes sont mortes, dont des enfants, et des centaines d'autres ont été blessées. Le terroriste a conduit le camion dans une foule lors d'une fête nationale française. L'événement s'est déroulé vers 23 heures, lorsque l'homme a roulé environ deux kilomètres après la promenade des Anglais avant qu'un Français de 31 ans d'origine tunisienne ne soit abattu par la police. L'État islamique est entré dans l'attaque.⁵³

⁴⁹BRI – la Brigade de recherche et d'intervention

⁵⁰ RAID – Recherche, Assistance, Intervention, Dissuasion,

⁵¹ Organe gouvernemental chargé de gérer les situations de crise

⁵² « Ústřední krizový štáb ». Vlada.cz.[en ligne], consulté le 4 avril 2019. Disponible sur :

<https://www.vlada.cz/cz/ppov/brs/pracovni-vybory/ustredni-krizovy-stab/ustredni-krizovy-stab-51792/>

⁵³ <http://www.bbc.com/news/world-europe-36800730>, page consulté le 4 avril 2019.

Saint-Etienne-du-Rouvray

Le 26 juillet, le vicaire Jack Hamel, âgé de 85 ans, a été tué par deux hommes armés dans une église de la banlieue de Rouen, dans le nord de la France. Deux assaillants ont envahi l'église à la messe, des prêtres capturés et quatre autres otages, dont deux sont morts. Les hommes ont finalement été tués par la police. Le président Hollande a affirmé appartenir à un État islamique - l'un des assaillants ayant déjà tenté de se battre pour un État islamique et a été condamné en France pour «*participation à une organisation criminelle préparant des actes terroristes*»⁵⁴

III.1.3 Situation avec des réfugiés en Calais en 2016

En plus des attaques terroristes, la France traite également des problèmes de réfugiés. Le thème principal est donc la situation dans le territoire de la ville portuaire française de Calais, dans le nord de la France. Il y existe une soi-disant *Jungle* - un groupe non officiel de camps de réfugiés, qui peuvent être considérée comme le centre de la crise de la migration internationale en Europe. Cette année, la situation du camp a atteint son point extrême et il a été liquidé par l'ordre du président Hollande. La raison principale pour laquelle le camp est situé ici est que cette zone sert de point de passage pour les réfugiés entre la France et la Grande-Bretagne, plus précisément vers Douvres, via l'Eurotunnel qui passe sous le détroit de La Manche, qui unit ces deux pays. En conséquence, cela devient un problème non seulement pour la France, mais également pour le Royaume-Uni et l'Union européenne - les réfugiés installés ici ayant traversé l'Italie ou la Grèce. Dans ce chapitre, nous évoquerons cette situation car l'exécutif français, conjointement avec l'exécutif britannique, a dû réagir et prendre les mesures que nous envisagerions dans la quatrième partie de ce travail. Grâce à ces mesures, le camp a été fermé et liquidé.

Même si le camp est actuellement surpeuplé et que la situation devient insupportable, Calais accueille des réfugiés depuis des décennies. Dès 1999, lorsque le camp de Sangatte a été fondé, des réfugiés sont arrivés, mais il a été fermé en 2001 en raison de la surpopulation et la *Jungle* a été ouverte l'année suivante.⁵⁵

⁵⁴BRUCHERIE, Bruno. « *Terorismus ve Francii : Nouzový stav stále jako jediné řešení* ». Natoaktual.cz. Mis à jour le 1 août 2016. [en ligne], consulté le 5 avril 2019. Disponible sur : http://www.natoaktual.cz/terorismus-ve-francii-nouzovy-stav-stale-jako-jedine-reseni-pra-na_analyzy.aspx?c=A160801_151908_na_analyzy_m02

⁵⁵GILLEPSIE Tom, HALE, Jennifer. « REFUGEE CITY ». THE SUN. Thesun.co.uk. Mis à jour le 24 octobre 2017. [en ligne], consulté le 5 avril 2019. Disponible sur : <https://www.thesun.co.uk/news/1697984/calais-jungle-camp-migrant-refugee-demolished/>

Il est difficile de déterminer exactement combien de réfugiés vivent ici car ce n'est pas un camp de réfugiés officiel régi par le droit international. Il est donc situé dans la zone grise et ne dispose d'aucune infrastructure ou gestion pour assurer son nombre exact. Les migrants vont et viennent constamment, ce qui pose un autre problème pour la définition de valeurs numériques précises, mais on estime qu'il y a environ 10 000 migrants clandestins. Ils viennent pour la plupart de pays où se déroulent des conflits de guerre, la violence et la famine. Cette situation les oblige à quitter leur pays. Ce sont principalement des réfugiés d'Afghanistan, d'Iraq, de Syrie, de Somalie, d'Érythrée et du Soudan. La population est majoritairement masculine, les femmes ne représentent que 10-15% et vivent principalement dans des zones séparées. Le nom Jungle vient du mot pachtou *Dzangal* qui signifie forêt. Le pachtou est l'une des deux langues officielles de l'Afghanistan et une langue régionale largement utilisée en Palestine, tellement utilisé pour communiquer dans la Jungle.⁵⁶

De nombreux migrants risquent leur vie pour tenter de se faire illégalement au Royaume-Uni. En 2015, 37 000 personnes ont été capturées, dont 31 sont décédées. Selon l'Organisation internationale pour les migrations, il s'agissait principalement d'adolescents.

En mars 2016, la moitié de ce camp a été détruite, mais en août, la population a augmenté paradoxalement de 53%. - L'une des plus grandes vagues de migration qui n'ait jamais existé en France.

Grâce à l'intérêt des médias, le camp devient de plus en plus connu et est devenu une cible d'intérêt pour les partis politiques, ainsi que pour les organisations anti-immigration et anti-immigration.

En octobre 2016, la destruction du camp et le transfert de réfugiés dans différentes parties de la France ont commencé. L'événement a commencé à 8 heures du matin en présence de 1 200 officiers et officiers de police, conformément à l'ordre de François Hollande. Selon des organisations d'aide aux migrants, des milliers de ces réfugiés ont été transférés à Paris.

Il y a 1291 enfants et adolescents abandonnés qui restent dans les conteneurs de la cabine à cette fin, attendant de voir s'ils méritent d'être acceptés par le Royaume-Uni. Certains

⁵⁶ FOX, Kara. « *Calais Jungle Migrant Camp: What you need to know* ». CNN. Cnn.com. Mis à jour le 22 octobre 2016. [en ligne], consulté le 5 avril 2019. Disponible sur:

<https://edition.cnn.com/2016/10/21/europe/calais-jungle-migrant-camp-explainer/index.html>

d'entre eux sont victimes de trafic d'êtres humains, d'autres sont victimes de violences sexuelles. La Grande-Bretagne a déclaré qu'elle accepterait 3 000 de ces enfants, mais seulement environ 700 les ont reçus.⁵⁷

Il y avait deux raisons principales pour fermer le camp. Premièrement, ce n'est pas un camp de réfugiés officiel et il n'y a pas assez d'argent pour cela, et même si différentes organisations essaient de leur fournir les besoins nécessaires, il ne suffit pas de maintenir le camp.

La deuxième raison très importante est que la France et l'Europe sont en pleine crise de migration, de peur du terrorisme et que la propagande anti-immigration gagne en popularité.⁵⁸

Raisons de la migration vers le Royaume-Uni

Les réfugiés veulent aller au Royaume-Uni pour plusieurs raisons. L'une des deux est la langue - la plupart d'entre eux sont capables d'apprendre l'anglais plus facilement que le français.

Ensuite, ils ont aussi une famille au Royaume-Uni ou sont attirés par les diverses opportunités que ce pays peut offrir.

Souvent, ces demandeurs d'asile clandestins meurent en essayant de se rendre au Royaume-Uni - certains se heurtent au train ou se noient en essayant de traverser le canal. Toutefois, s'ils atteignent la frontière britannique, ils sont loin d'être gagnants. La UK Border Agency, qui dispose de nombreuses précautions et vérifications que le demandeur doit passer pour être admis dans le pays, décide qui peut se rendre au Royaume-Uni.⁵⁹

⁵⁷Ibid. page consulté le 5 avril 2019.

⁵⁸GILLEPSIE Tom, HALE, Jennifer. « REFUGEE CITY ». THE SUN. Thesun.co.uk. Mis a jour le 24 octobre 2017. [en ligne], consulté le 6 avril 2019. Disponible sur: <https://www.thesun.co.uk/news/1697984/calais-jungle-camp-migrant-refugee-demolished/>

⁵⁹Ibid.

III.1.4 Immigration en chiffres dans les années 2015-2016

Immigration en chiffres en 2015

En 2015, plus de 86 000 personnes ont reçu la nationalité française et le nombre de demandeurs d'asile a augmenté de 22%, selon les données de La DGEF⁶⁰ publiées le 15 janvier 2016. 2 734 413 personnes ont obtenu un permis de séjour permanent cette année. En outre, il y a en France des étrangers qui ne font pas partie de cette catégorie et qui sont environ 4 millions, dont 212 seulement sur 365 ont obtenu un permis de séjour cette année, soit 0,7% de plus qu'en 2014.

Ces chiffres sont ensuite subdivisés en plusieurs catégories pour une meilleure lisibilité de la politique de migration de la France - les chiffres étant plus clairs que le discours.

La première catégorie est le nombre de personnes ayant acquis la nationalité française. Ici, les chiffres ont baissé. En 2009, il y avait plus de 90 000 personnes, contre 86 608 aujourd'hui. 27% l'ont obtenue par mariage et 6,9% par décret gouvernemental.

Une autre catégorie est la légalisation des personnes sans papier. En 2015, il y avait 28 529 personnes, ce qui représente environ 4 000 personnes de moins qu'en 2014. La légalisation peut avoir lieu si les parents d'un enfant ayant une éducation française, ainsi que des personnes ayant des motivations humanitaires et les personnes ayant des raisons économiques.⁶¹

Le nombre de demandeurs d'asile a augmenté de 22%, la Syrie constituant le groupe le plus nombreux, selon l'OFPRA.

Mais ce chiffre ne correspond pas aux données de la DGEF - elle affirme que plus de Soudanais que de Syriens ont demandé l'asile. Chacune d'entre elles a déposé environ 5 000 demandes en 2015.

Le quatrième chiffre représente le nombre de personnes ayant obtenu un permis de séjour permanent. Il y avait 212 365 au total, dont plus d'un tiers étaient des étudiants.

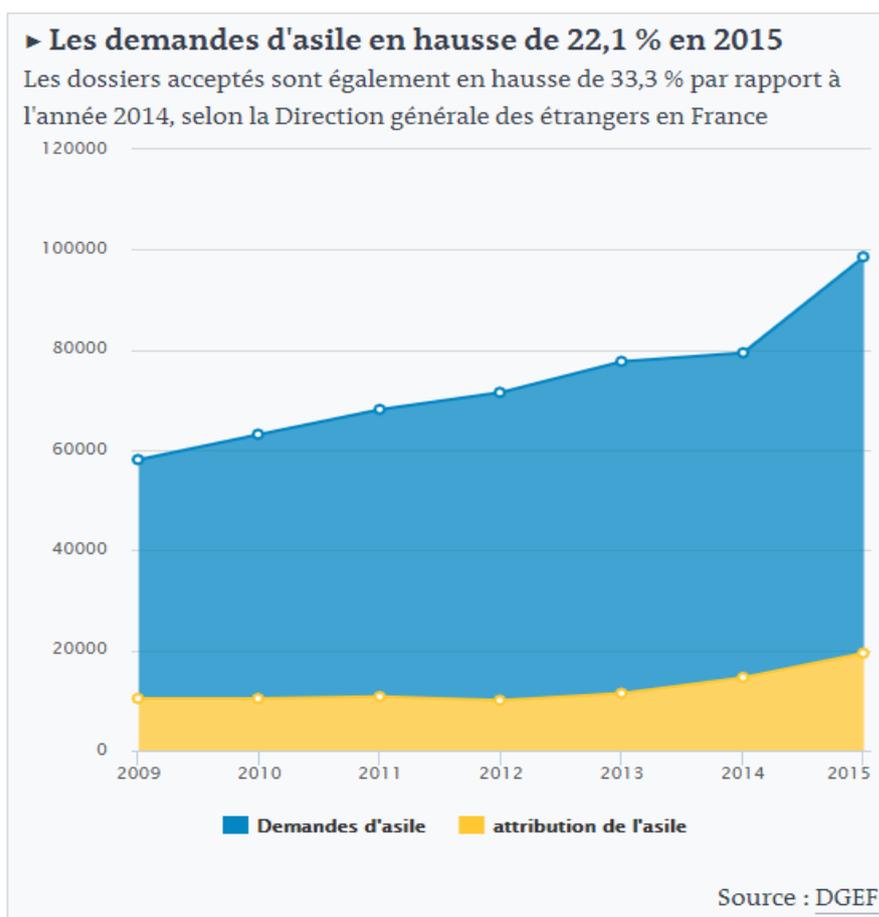
Un point important est que 29 596 étrangers ont quitté le pays lorsque 15 485 personnes ont été expulsées du pays, soit 2% de plus qu'en 2014.

⁶⁰ **La direction générale des étrangers en France** Créée par le décret du 12 août 2013, modifié par le décret du 21 décembre 2015. Elle traite de l'ensemble des questions relatives aux ressortissants étrangers, afin d'améliorer la conduite des politiques publiques qui la concernent. (source : <https://www.immigration.interieur.gouv.fr/La-Direction-generale/Presentation> - page consulté le 7 avril,2019)

⁶¹la Circulaire Valls de 2012 permet la légalisation principalement pour ces groupes

Plus de 3 millions de visas d'entrée ont été délivrés en 2015, ce qui signifie que le tourisme connaît un franc succès. L'art de la politique française est de ne pas refuser une grosse injection financière, qui est du tourisme, mais en même temps de la limiter en provenance de pays d'origine de l'immigration. En conséquence, le nombre de visas rejetés a augmenté de 17,6%.⁶²

FIGURE 3: Le nombre des demandes d'asile en 2015



Source: DGEF

⁶²BAUMARD, Maryline. « Regularisations, demandes d'asile, visas : les chiffres de l'immigration en 2015 ». *Lemonde.fr*. Mis a jour le 15 janvier 2016. [en ligne], consulté le 7 avril 2019. Disponible sur https://www.lemonde.fr/societe/article/2016/01/15/regularisations-demandes-d-asile-visas-les-chiffres-de-l-immigration-en-2015_4848157_3224.html?xtmc=immigration&xtcr=2

Immigration en chiffres en 2016

En 2016, la DGEF a de nouveau publié des statistiques sur les migrants. Encore une fois, ces données sont divisées en plusieurs catégories.

Le premier concerne les visas. Ce chiffre a chuté de 3,8% par rapport à l'année précédente pour atteindre un peu plus de 3 000 000 personnes, principalement chinoises, suivies de l'Algérie et du Maroc. Les raisons en sont principalement l'étude, le travail ou la famille, auquel cas le visa est valable 1 an. En revanche, le nombre de refus de visas a augmenté de 9%.

En 2016, le nombre de ressortissants français a augmenté de 2,5% par rapport à 2015 pour atteindre 88 775, tandis que les acquisitions par décret ont augmenté de 10,6 et que l'acquisition par mariage a diminué de 17,3%.

Le nombre de permis de séjour permanents a augmenté de 4,6% depuis 2015 pour atteindre 227 550. Le nombre de personnes qui ont reçu ce permis pour des raisons humanitaires a augmenté de 41%, grâce à l'augmentation du nombre de permis de séjour pour réfugiés, principalement en provenance de Syrie, d'Irak, du Soudan et d'Érythrée.

Les principaux demandeurs d'asile sont à nouveau les Syriens, les Soudanais, les Afghans, les Haïtiens et les Albanais en raison de la crise migratoire qui prévaut. Au total, 85 244 demandes ont été soumises, dont 26 351 seulement ont été acceptées, ce qui représente une augmentation de 35% depuis 2015.

24 707 personnes ont quitté la France, dont 12 961 ont été contraintes de quitter le pays. Ce chiffre a diminué de 16,3% depuis 2015, année où il s'agissait d'un record pour le nombre de personnes expulsées de force. Le ministère a déclaré qu'avec la réintroduction des contrôles aux frontières intérieures, le nombre d'immigrés clandestins refusés est passé à 63 732, contre 15 849 en 2015, soit une augmentation de 302%. En ce qui concerne l'expulsion d'immigrés clandestins de France, ce chiffre a diminué de 2,3% pour s'établir à 6166.⁶³

⁶³ « Immigration en hausse de 4,6% en France ». Europe1.fr. Mis à jour le 16 janvier 2016. [en ligne], consulté le 8 avril 2019. Disponible sur : <https://www.europe1.fr/societe/immigration-en-hausse-de-46-en-france-en-2016-2952272>

III.2 La situation en France 2017-2018

La situation en France au cours de ces années est en fait une réaction aux deux années précédentes, associée à un afflux important de réfugiés essentiellement de guerre, à la menace de continuation du terrorisme et à l'islamisation de la France qui en découle.

III.2.1 Election présidentielle 2017

Ce sont les onzièmes élections présidentielles de la Ve République et les vingt-cinquièmes élections de l'histoire de la France. Au premier tour, 11 candidats se sont présentés. Les résultats ont été très serrés, mais à la fin, Emmanuel Macron, derrière *En Marche !*⁶⁴, a remporté 24% des voix et Marie Le Pen s'est classée deuxième derrière *la Front Nationale*⁶⁵ avec 21% des voix. Jean-Luc Mélenchon a terminé juste derrière elle⁶⁶ qui n'a recueilli que 1% de voix en moins. Cela montre que la moitié de la société française dans ces élections a opté pour des « *candidats anti systémiques, promettant une révolution dans l'orientation géopolitique et le système économique du pays.* »⁶⁷ Les Français ont donc hâte d'un changement radical. Deux candidats très différents se font donc face au second tour.

Emmanuel Macron était candidat au mouvement *En Marche !* qu'il avait fondé le 6 avril 2016. Auparavant, il était secrétaire général de la campagne présidentielle de François Hollande en 2012. Après en 2014, il occupait le poste de ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique. Cependant, en 2016, ils ont terminé par se consacrer pleinement à sa campagne présidentielle. Macron est jeune, innovant, réformateur et plein d'espoir pour la population française. Les médias ont été décrits comme un cheval noir lors des élections.

En ce qui concerne *En Marche !* Macron considère qu'il s'agit d'un mouvement progressiste qui lie la gauche et la droite. Le mouvement vise *de remettre les Français au cœur de la vie politique. Ce mouvement n'est pas une addition d'individus, mais le rassemblement de*

⁶⁴ Lors des élections parlementaires de 2017, le mouvement a été renommé la République en Marche!

⁶⁵ Renommée le Rassemblement National en 2019.

⁶⁶ Bien qu'il ait participé à ces élections en tant que non-parti, mais travaillait auparavant comme eurodéputé avec des attitudes d'extrême gauche.

⁶⁷ KIRCHICK, James. *Konec Evropy: Diktátoři, demagogové a doba temna před námi*. 1. vyd. Praha: Argo, 2018, p. 13.

*personnes engagées qui partagent un socle de valeurs et la volonté de regarder la réalité en face pour mieux la transformer.*⁶⁸

Le slogan de Macron est « *Retrouvons notre esprit de conquête pour bâtir une nouvelle France* », mais pour ce faire, ils doivent retrouver confiance en eux-mêmes. Il se réserve contre le conservatisme, l'inégalité et la discrimination et, au contraire, favorise le multiculturalisme. En ce qui concerne les attitudes à l'égard de l'UE, il a une attitude très positive à son égard. Selon lui, c'est un élément indispensable pour améliorer la France, où des changements doivent être apportés. Dans son programme, il considère essentiel d'être capable bouger librement, de garantir la paix et de gérer la politique monétaire. Il proclame également la nécessité de restaurer la confiance dans les institutions européennes.⁶⁹

Pour l'UE et pour la migration, il affirme que les éléments suivants sont nécessaires : « *Nous devons protéger les frontières de l'Europe conformément à ses valeurs, créer une nouvelle agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes et installer des points de contrôle pour lutter contre les passeurs et les migrants de l'UE.* » Emmanuel Macron souligne qu'il est important de créer une coopération spécifique entre les États membres dans le domaine de la défense. Il propose de créer un système d'information européen.⁷⁰

Son programme est très ambitieux, positif et pro-européen. Il veut se battre pour une Europe meilleure, ce qui assurera également une meilleure France, avec de meilleures opportunités.

En tant que contre-candidat, Marie Le Pen, qui incarne le populisme français, est debout. Il est candidat à *la Front Nationale* - un parti d'extrême droite. *Front Nationale* a été fondée le 5 octobre 1972 par son père Jean-Marie Le Pen, mais depuis 2011, elle est dirigée par Marine Le Pen. Ce parti politique peut être considéré comme le contraire absolu d'En Marche! Très nationaliste, eurosceptique et proclamant un retour aux valeurs traditionnelles, il s'oppose au multiculturalisme, à la mondialisation et aux migrations incontrôlées. Dans son programme, Le Pen déclare qu'il a pour objectif de mettre la France en ordre pendant cinq ans de sa présidence. Quant à l'UE, elle veut négocier avec Bruxelles sur l'abolition de l'euro et sur le

⁶⁸ « *Le Mouvement* ». En-marche.fr. [en ligne], consulté le 10 avril 2019. Disponible sur : <https://en-marche.fr/le-mouvement>

⁶⁹ Ibid.

⁷⁰ « *Le programme europe* ». En-marche.fr.[en ligne], consulté le 11 avril 2019. Disponible sur <https://en-marche.fr/emmanuel-macron/le-programme/europe>.

départ de la France de l'espace Schengen.⁷¹ Marine Le Pen a aussi dit que l'Union européenne allait « mourir » si elle est élue présidente et qu'elle veut finir « la tentation de fusion qui détruit l'Europe des nations. »⁷²

Son programme est également très ambitieux, mais contraste avec le programme de Macron. Il ne s'agit pas de reconstruction de l'UE, mais veut négocier avec Bruxelles la sortie de l'UE pour donner à la France sa souveraineté. Il souhaite que la France protège ses frontières et ses habitants en ne respectant pas les réglementations de l'UE. Le programme ressent un nationalisme profond et Le Pen est convaincu que la France est un pays séparé à tous égards. Il promet La France libre, sûre, prospère, juste, fière, puissante et durable.

Les élections ont finalement été remportées par Emmanuel Macron avec 66% des voix, mais le vote a également pris un retard considérable lors de ce tour présidentiel.

Ainsi, la France a le plus jeune président de l'histoire, qui semble vigoureux, ambitieux et pro-européen, et qui, par le biais de réformes, permettra d'améliorer l'économie française et de réduire le taux de chômage élevé. Pour beaucoup de Français, il représentait un espoir pour une meilleure France.

III.2.2 La situation en France après les élections

Situation économique post-électorale

Après les élections, la situation en France ne s'est pas améliorée. Emmanuel Macron n'a pas répondu aux attentes et, au cours des 18 mois qui ont suivi sa présidence, il a considérablement perdu de sa popularité. Même en novembre 2018, 26% de la population était de son côté, mais selon de nouvelles enquêtes, ce chiffre serait tombé à 20%, ce qui pourrait s'expliquer par le non-respect des réformes économiques ou de sécurité promise.⁷³ Guy

⁷¹ « *Le Front National* ». Frontnational.com.[en ligne], consulté le 11 avril 2019 Disponible sur : <http://www.frontnational.com/membres/marine-le-pen>

⁷²« *L'union européenne va se mourir se rojouit Marine Le Pen* ». Lepoint.fr.[en ligne], consulté le 11 avril 2019. Disponible sur :https://www.lepoint.fr/societe/l-union-europeenne-va-mourir-se-rejouit-marine-le-pen-26-03-2017-2114888_23.php,

⁷³BARTOŇ,Jan. « *Francie: Macron kličkuje* ». [en ligne], consulté le 12 avril 2019. Disponible sur Disponible sur :http://neviditelnypes.lidovky.cz/francie-macron-klickuje-Osm/p_zahranici.aspx?c=A190102_212949_p_zahranici_wag,

Millière, professeur à l'Université de Paris, auteur de 27 ouvrages sur la France et l'Europe, a décrit la situation de la manière suivante: «*Quatorze mois plus tard, les illusions ont disparu. Les réformes qui ont eu lieu étaient fondamentalement esthétiques et n'ont pas permis de ressusciter les économies sclérosées et stagnantes de la France. La croissance économique est presque nulle: 0,2% au deuxième trimestre de 2018. Le chômage reste élevé, à environ 8,9%. Les dépenses publiques françaises représentent 56,4% du PIB et restent les plus élevées d'Europe. Le pays est encore souvent paralysé par les grèves des transports en commun. Les zones interdites continuent de s'étendre et Macron lui-même a récemment admis son impuissance en demandant une «mobilisation générale» de la population. Les troubles sont communs. Les grands événements publics mènent au pillage et aux incendies criminels. ...* »⁷⁴

Alors que la croissance économique du pays a légèrement augmenté pour atteindre 0,4% au troisième trimestre, les autres facteurs sont restés globalement inchangés. Les événements en France à la fin de 2018, lorsque des manifestations violentes du mouvement «*Gillet jaunes* » ont éclaté dans le pays, exigeant la démission du gouvernement et du président. Millière a ajouté: «*... le nombre d'attaques violentes et de viols est en augmentation constante. Les no-go zones sont aussi répandues qu'il y a un an et mènent une vie effrénée hors de contrôle. L'afflux d'immigrants clandestins non contrôlés en France a transformé des quartiers entiers en bidonvilles.* »⁷⁵

En ce qui concerne les minorités, tous les crimes de haine visent 16% d'antisémitisme, alors que les Juifs représentent 1% de la population française. Inversement, les musulmans représentent 10% de la population française et les crimes de haine ne sont commis que dans 5% des cas.⁷⁶

⁷⁴ MILLIERE, Guy. «*The Rise and Fall of Emmanuel Macron.*». Gatestoneinstitute.org [en ligne], consulté le 12 avril 2019. Disponible sur <https://www.gatestoneinstitute.org/12850/emmanuel-macron-rise-fall>,

⁷⁵ MILLIERE, Guy. «*Francie se řítí do katastrofy, Macrona to nezajímá* ». Gatestoneinstitute.org.[en ligne], consulté le 13 avril 2019. Disponible sur <https://cs.gatestoneinstitute.org/13393/francie-katastrofy-macron>,

⁷⁶ «*France* ». Hatecrime.osce.org.[en ligne], consulté le 13 avril 2019. Disponible sur <http://hatecrime.osce.org/france?year=2017>

En conclusion, au lieu de stabiliser la situation, la situation s'est aggravée et de violentes émeutes ont lieu presque tous les jours. Les forces de sécurité semblent incapables de gérer la situation - cette situation semble très déroutante.

III.2.3 Poursuite de la situation à Calais en 2017 et 2018

Situation en 2017

Six mois après la liquidation du camp, les réfugiés de Calais commencent à se rassembler et à installer des camps temporaires, car ils ont de très bonnes raisons de se rendre au Royaume-Uni. Quelque 500 d'entre eux vivent déjà dans les bois, principalement des Érythréens, des Afghans et des Soudanais, qui ont atteint la France via l'Italie. Les résidents locaux ont peur que 2014 va se répéter. La crise migratoire a débuté de la même manière : seule une poignée d'entre eux s'est installée ici. Ensuite, la police a commencé à les attraper en vérifiant les véhicules en direction du Royaume-Uni. La police a donc interdit aux organisations humanitaires de leur apporter une aide quelconque.

Le maire de la ville a voulu mettre en vigueur un décret interdisant de donner de la nourriture aux réfugiés, mais a été rejeté et jugé inconstitutionnel.

En raison de la situation migratoire persistante à long terme à Calais, la population locale a commencé à se radicaliser et, lors des élections régionales et parlementaires, la Front Nationale a recueilli un grand nombre de voix. Marine le Pen a elle-même obtenu un siège parlementaire en tant que représentante du parti la Front Nationale.

En juin 2017, le chauffeur-livreur a péri dans un accident de camion. Le camion a dû s'arrêter car les réfugiés y jetaient des objets pour le ralentir et entrer illégalement au Royaume-Uni. La police a accusé deux Afghans et deux Érythréens de son mort.⁷⁷

Situation en 2018

Un an et demi après la destruction du camp, la situation est toujours critique. Les réfugiés ont été transportés dans différentes régions de France, mais ils rentrent chez eux. Le

⁷⁷NOVÁK, Martin. « *Uprchlíci se vrací do lesů okolo Calais. Místní mají strach z nové džungle* ».Zahranici.ihned.cz_[en ligne], consulté le 14 avril 2019. Disponible sur <https://zahranici.ihned.cz/c1-65780240-uprchlici-se-vraci-do-lesu-okolo-calais-mistni-maji-strach-z-nove-dzungle>,

problème le plus important reste celui des enfants, pour lesquels il n'y a pas assez de refuges et Royaume-Uni hésite encore à les accepter.

Même si le camp est démoli, 900 migrants clandestins qui tentent toujours de traverser le canal de La Manche pour se rendre au Royaume-Uni ont retrouvé leur chemin, les conditions dans le camp sont encore pires. Bien qu'il y ait au moins des abris et de l'eau potable dans Jungle, il n'y en a actuellement aucun et les réfugiés dépendent entièrement de l'aide d'organisations humanitaires. La police française leur interdit toutefois de distribuer des tentes afin de ne pas créer un deuxième camp. Ainsi, les réfugiés doivent résider dans les forêts adjacentes. Un autre problème est la fréquence des fortes pluies dans cette région. La situation est si critique que même un journaliste spécial des droits de l'homme aux Nations Unies, Felipe Morales, a déclaré que la France violait le droit international.⁷⁸

Un des réfugiés, Fawad d'Afghanistan, a déclaré: «*Nous dormons dans les bois et nous avons beaucoup de problèmes avec la police.* » Ils confisquent tout pour nous. Des tentes, des sacs de couchage et des vêtements. » La vie des réfugiés dans cette région est donc constamment réduite par la peur de la police et, parallèlement, par la déportation sur la base du « système de Dublin », qui permet à la France de transférer un réfugié dans un pays où il porte ses empreintes digitales ou même de le retourner dans le pays d'où le demandeur d'asile s'est enfui. De plus, la police commet des brutalités. Les réfugiés tentent de les capturer et de les amener dans des centres de détention à travers la France, mais ils ont recours à une violence excessive, sous la forme de matraques, et utilisent souvent des bombes au poivre ou des grenades à gaz, même contre les femmes et les enfants, ce que Human Right Watch avait déjà critiqué.⁷⁹

La situation des enfants est toujours le principal problème en 2018. Le Royaume-Uni a promis d'accepter 3 000 enfants, mais seulement 750 l'ont accepté après la dissolution du camp, sous la pression du gouvernement français. Cependant, en février 2017, ce système a été annulé. Le problème résidait également dans le processus d'enregistrement, lorsque les enfants étaient choisis en fonction de leur apparence et de leur âge, de sorte que l'enfant qui possédait

⁷⁸BULMAN, May. « *More than thousand refugees suffer inhumane living conditions in Calais and Dunkirk, Warns UN* » Independent.co. [en ligne], consulté le 14 avril 2019. Disponible sur : <https://www.independent.co.uk/news/world/europe/calais-refugees-living-conditions-france-dunkirk-un-warning-jungle-migrant-crisis-latest-a8288516.html>

⁷⁹ Ibid.

les documents d'identification n'était pas sélectionné. En mai 2018, environ 4 000 enfants non accompagnés se trouvent à Calais. Ils essaient toujours d'entrer au Royaume-Uni parce que leurs proches les attendent dans la plupart des cas. Les enfants sont victimes de gangs de passeurs.⁸⁰

III.2.4 Phénomène d'islamisation en France dans les années 2017-18

Après de nombreuses attaques terroristes au cours des deux années précédentes, l'extrémisme islamique est toujours présent en France. L'exécutif français doit s'adresser et agir pour calmer la situation. Dans cette section, nous présenterons quelques-uns des événements importants qui se sont déroulés ici afin d'avoir un aperçu de l'évolution de la situation des musulmans radicaux en France et des immigrés.

Janvier

Selon *le Figaro*, environ 3,7 millions de crimes ont été signalés en France en 2016, soit 4% de plus qu'en 2015. La banlieue parisienne de Seine-Saint-Denis, avec la plus forte concentration musulmane en France, est considérée comme la partie la plus dangereuse de la ville. Il y a en moyenne 18,2 attaques pour 1000 habitants. Paris le suivait avec 15,7 attaques et Bouches-du-Rhône. Troisième.

À la fin du mois de janvier, Benoît Hamon, candidat présidentielle, derrière Parti Socialiste, a été confronté à des critiques constantes de l'islam et des musulmans. Il a déclaré que : *«Il y a un désir de dire que l'islam n'est pas compatible avec la République, mais ce n'est pas vrai. Il est insupportable de faire de la foi de millions de nos compatriotes un problème de société française. Arrêtez de faire de l'islam l'ennemi de la République.»*⁸¹

Un autre événement de janvier est le procès d'un historien juif très respecté, Georges Bensoussan, qui fait l'objet de poursuites en justice. Lors d'un débat sur Radio France Culture, il a commenté le problème de l'antisémitisme chez les Arabes. Il a déclaré : *«Le*

⁸⁰ VOBORSKÝ, Jan, *« Rok a půl po rozpuštění tábora v Calais je situace nadále kritická »*. Amnesty.cz. [en ligne], consulté le 15 avril 2019. Disponible sur <https://www.amnesty.cz/news/4222/rok-a-pul-po-rozpusteni-tabora-v-calais-je-situace-nadale-kriticka>.

⁸¹ *« Month of multiculturalism in France, January 2017 »*. Israelislamandentimes.com. [en ligne], consulté le 16 avril 2019.

Disponible sur <https://www.israelislamandentimes.com/month-islam-multiculturalism-france-january-2017/>

sociologue algérien Smain Laacher a récemment déclaré avec beaucoup de courage qu'il était honteux de nier ce tabou, principalement parce qu'il est connu des familles arabes, mais personne ne veut le dire publiquement - l'antisémitisme aspire le lait de sa mère.»⁸² Il a évoqué le document intitulé *The Lost Territories Of The Republic*, diffusé sur la chaîne 3 en novembre 2015. Le professeur français Laacher a déclaré : «*Il y a un flot d'antisémitisme dans l'environnement familial. Presque naturellement, il sort de sa bouche et inonde son discours. Il est utilisé comme une malédiction. Quand les parents hurlent contre leurs enfants, elle les marque comme juifs. Oui Toutes les familles arabes le savent. C'est une hypocrisie monumentale de ne pas voir que l'antisémitisme commence à huis clos.*»⁸³

«*La chasse aux sorcières contre Bensoussan est symptomatique de la liberté d'expression actuelle en France,*»⁸⁴ a écrit le journaliste français Yves Mamou.

Fin janvier, Pascal Bruckner, auteur et intellectuel, dans son essai "Imaginary Racism" (Le racisme imaginaire) a déclaré que l'islamophobie n'était qu'un moyen de dissuasion et une invention pour interdire le débat.

L'événement de janvier, dernier que nous mentionnerons, est la situation des réfugiés à Calais. Trois mois après la destruction de la jungle, les immigrants retrouvent environ trente personnes par jour. La plupart d'entre eux sont des mineurs non accompagnés dans l'espoir d'entrer au Royaume-Uni.

Février

Il y a environ 2 000 personnes dans le camp de réfugiés de la Linière au nord de Dunkerque, en France, où les conditions de vie sont affreuses. Selon l'Observer de Londres, des enfants et des femmes sont violés par des trafiquants d'êtres humains. Des volontaires, des professionnels de la santé et d'autres réfugiés ont également confirmé le fait que les femmes et les enfants sont forcés d'avoir des relations sexuelles en échange de couvertures, de nourriture ou d'une offre de migration vers le Royaume-Uni.

⁸² « *Month of multiculturalism in France, January 2017* ». Israelislamandentimes.com. [en ligne], consulté le 16 avril 2019.

Disponible sur disponible sur : <https://www.israelislamandentimes.com/month-islam-multiculturalism-france-january-2017/>

⁸³ Ibid.

⁸⁴ Ibid.

À la mi-Février, il a déposé un rapport de police sur les tensions croissantes entre les Afghans et les migrants soudanais dans le nouveau centre de Paris. Il a également indiqué que près de 70% des nouveaux arrivants ne répond pas aux conditions d'octroi de l'asile en France.

À Paris, deux djihadistes ont été condamnés à 38 ans de prison pour leur entrée dans la maison par un trésorier, Jacques Penhoët, en Seine-et-Marne, en août 2013. Après être entrés dans la maison, l'un d'eux a retenu sa femme enceinte et l'a tenue en otage. Pendant ce temps, le second d'entre eux a traîné de force Penhoët dans son travail qu'il a vidé le courrier en toute sécurité, où il y avait environ 2000 euros. Le Procureur a dit qu'ils voulaient utiliser les fonds pour financer les attaques djihadistes sur le territoire français.

A la fin de Février, visite ministre des Affaires étrangères Jean-Marc Ayrault a déclaré à Jakarta *et « qu'il n'y a aucun lien entre l'islam, le radicalisme et le terrorisme. Selon lui, le terrorisme n'a pas de nationalité ou de religion. »*⁸⁵

Juin

Au début du mois de juin, l'auteur anglo-indien Sir Salman Rushdie⁸⁶ a été interviewé par L'Obs. Dans une interview, M. Rushdie reproche aux dirigeants européens de ne pas voir la réalité telle qu'elle est : les origines du djihadisme sont nées en France. Il a déclaré ce qui suit : *« Je suis fondamentalement en désaccord avec ces personnes de gauche qui font tout pour dissocier le fondamentalisme de l'islam. L'islam est radicalisé depuis cinquante ans... Mais son évolution historique s'est déroulée en dehors de l'islam et non de l'extérieur. Quand les partisans de l'EI attaquent, ils disent Allah Akbar. Alors, comment pouvons-nous dire que cela n'a rien à voir avec l'islam ? Ça doit s'arrêter. »*⁸⁷

Le 22 juin, un tribunal spécial de lutte contre le terrorisme à Paris a condamné 18 membres du réseau Jihad entre un et 28 ans de prison pour un attentat à la grenade contre un magasin juif situé dans la banlieue de Paris à Sarcelles en septembre 2012.

⁸⁵ « *Month of multiculturalism in France, February 2017* ». Document.no. [en ligne], consulté le 17 avril 2019. Disponible sur <https://www.document.no/2017/03/21/a-month-of-islam-and-multiculturalism-in-france-february-2017/>

⁸⁶ Il est objet de la peine de mort islamique pour blasphème présumé dans son roman à succès *The Satanic Verses*, publié en 1988.

⁸⁷ « *Month of multiculturalism in France, June 2017* ». Zerohedge.com. [en ligne], consulté le 17 avril 2019. Disponible sur <https://www.zerohedge.com/news/2017-07-23/month-multiculturalism-france-june-2017>

Cette cellule de Cannes-Torcy⁸⁸ a été accusée d'avoir planifié plusieurs autres attaques avant la dissolution du réseau en 2012. Au cours de ce procès, cette cellule a été décrite comme un chaînon manquant entre le soldat autoproclamé d'Al-Qaïda qui a tué trois enfants juifs et un enseignant lors d'une attaque contre une école à Toulouse en 2012, ainsi qu'entre un réseau qui a attaqué la salle de concert de Bataclan en novembre 2015.⁸⁹

À la fin de ce mois, une pétition en ligne intitulée: Les femmes: une espèce en danger de disparition au cœur de Paris, a accusé la maire parisienne Anne Hidalgo d'avoir spécifiquement permis à une grande partie de la ville de devenir une no-go zones aux femmes.

Toutes les nuits, des groupes de migrants intimidants d'Afrique ou du Moyen-Orient crient de chez eux depuis la gare de l'Est et la gare du Nord, criant toutes sortes de vulgarismes sur les femmes. Mais le maire a maintes fois nié l'existence de no-go zones à Paris.⁹⁰

À cette période, la nouvelle application mobile *No Go Zone* a également été créée pour avertir les personnes lors de leur passage dans la no-go zone et afficher les menaces actuelles de vol ou de viol sexuel. Elle dit : « *Peu importe si vous restez dans une zone inconnue, vous recherchez un endroit sûr où vivre ou si vous vous rendez dans un lieu quelconque - No Go Zone vous aide à réduire tout risque d'agression, de vol ou d'incivilité.* »⁹¹

Juin 2018

Au début du mois de juin, Marwan Muhammad a publié un entretien avec l'un des principaux militants musulmans en France. Il a annoncé qu'il agirait contre le projet de réorganisation de l'islam d'Emanuel Macron. Il a dit ce qui suit: « *Macron peut faire ce qu'il pense approprier, nous faisons ce que nous pensons pouvoir faire. Il peut nommer un imam majeur, il peut prier juste après lui s'il le souhaite. Mais cela ne signifie pas que les gens l'approuvent.* »⁹²

Quelques jours plus tard, une évacuation de migrants musulmans a eu lieu à Paris. Après l'abolition de la jungle de Calais, environ 1 000 migrants s'y sont installés, créant deux

⁸⁸ Nommée d'après la base d'accusés de la ville.

⁸⁹ « *Month of multiculturalism in France, June 2017* ». Gatestoneinstitute.org. [en ligne], consulté le 17 avril 2019. Disponible sur <https://www.gatestoneinstitute.org/10719/islam-multiculturalism-france-june>

⁹⁰ « *Month of multiculturalism in France, June 2017* ». Zerohedge.com. [en ligne], consulté le 17 avril 2019. Disponible sur <https://www.zerohedge.com/news/2017-07-23/month-multiculturalism-france-june-2017>

⁹¹ Ibid.

⁹² Ibid.

camps de fortune : l'un au canal Saint-Martin, où environ 500 migrants afghans ont été évacués et l'autre au nord, à la porte de la Chapelle.

À Toulon, la situation des immigrants musulmans a commencé à se détériorer, en raison de la lutte acharnée des gangs pour obtenir le monopole de la drogue, ce qui a entraîné une augmentation du nombre de tirs qui menaçaient, bien sûr, les résidents locaux. Humbert Falco a donc exhorté le gouvernement français à déployer des forces de sécurité pour aider à stabiliser la situation dans les no-go zones. Il a dit : « *Je ne veux pas provoquer de controverse politique sur ce grave problème, mais le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, ne s'est pas rendu à Toulon lors de son dernier voyage. Mais nous avons les mêmes problèmes que Marseille et Nice. Vous devez aider Toulon.* »⁹³

L'islamisme en France est toujours fortement lié à l'antisémitisme en expansion constante, en particulier chez les immigrés musulmans, qui représentent une proportion importante de la population française - environ 10%.

Dans un entretien avec Causeur, l'historien français Georges Bensoussan a expliqué les causes de la montée de l'antisémitisme musulman en France: « *Certains immigrés ont apporté une culture antijudaïsme avec leur Maghreb dans leurs bagages, amplifiée par le choc du déracinement et de la désintégration de la société traditionnelle quand la réputation d'un homme Le père, même au bas de l'échelle sociale, a connu une véritable chute, accélérée par le chômage et un choc de la modernité, symbolisé par l'émancipation des filles (et leur succès dans l'éducation). La "France" et les "juifs", dont le succès, réel ou apparent, sont perçus par certains musulmans comme une autre "injustice" et la remise en question des chartes de valeurs séculaires.* »⁹⁴

Résumé de la situation post-électorale

La situation en France ne s'est pas améliorée fin 2018. Il y a environ un million d'immigrés musulmans en Seine-Saint-Denis, une banlieue nord-parisienne, et l'islam radical se renforce. Mais c'est aussi contre les musulmans qui ne s'identifient pas avec des attitudes radicales. Dans le même temps, il fait partie de l'agglomération, avec le plus grand nombre de

⁹³ Ibid.

⁹⁴ Ibid.

musulmans et d'immigrés sur l'ensemble du territoire français. Il s'agit également du département le plus pauvre du pays et d'un taux de chômage supérieur à la moyenne.

Cela est connecté avec une création et une expansion des *no-go zones*, plusieurs fois mentionnées. Les *no-go zones* sont des ghettos, composés d'immigrés musulmans ont-elles été associées aux islamistes, aux djihadistes, aux gangs, aux drogues et au non-respect des lois.⁹⁵ C'est un territoire où la police ne peut pas entrer librement et patrouiller en toute sécurité, c'est une zone de disparition progressive des services publics et des entreprises privées. On dit que la charia⁹⁶ est dans ces ghettos et qu'il est interdit aux personnes qui ne sont pas musulmanes d'entrer.⁹⁷ Ils sont répandus principalement dans la région parisienne, où ils forment des bidonvilles. Cependant, le gouvernement oublie et minimise consciemment ce problème. L'auteur de livre *Antiaalkorán* Patrik Ouředník commentait ainsi cette situation : «*Au nom du politiquement correct et de l'idéologie du multiculturalisme, l'islam jouit aujourd'hui d'un étrange privilège dans les médias modernes (...) si l'Europe veut aujourd'hui faire face à l'islam idéologique si elle veut préserver sa civilisation. les spécificités et la capacité d'accepter les musulmans sur leur territoire sans craindre le délabrement progressif de la société constituent le moment d'abolir le devoir d'autocensure /... / En d'autres termes, d'appliquer les mêmes critères de l'islam au sens de la civilisation que ceux appliqués dans la critique de la civilisation occidentale.*»⁹⁸

Selon le journal *Die Welt*, la situation ici ne montre pas la situation globale de la France. Il note également qu'il s'agit de signes connus de radicalisation. La situation actuelle de l'islam en France a été aussi décrite dans le livre *Inshallah*⁹⁹ par les auteurs du *Monde* Gérard Davet et de Fabrice L'homme. Davet et L'homme soutiennent que «*les sociétés parallèles aux*

⁹⁵CENDROWICZ, Leo. « *Paris Attacks : Visiting Molenbeek* ».Independent.co.uk. . [en ligne], consulté le 21 avril 2019. Disponible sur <https://www.independent.co.uk/news/world/europe/paris-terror-attacks-visiting-molenbeek-the-police-no-go-zone-that-was-home-to-two-of-the-gunmen-a6735551.html>

⁹⁶ Charia - un système de loi religieuse islamique dérivé des principes religieux de l'Islam, en particulier du Coran et des Hadiths. Le mot arabe "charia" signifie littéralement "le chemin". La charia ne ressemble pas à un système juridique laïque, car elle donne également aux croyants des instructions sur la manière de vivre dans la vie privée selon l'Islam. Source: <https://cs.wikipedia.org/wiki/%C5%A0ar%C3%ADa>, Page consulté le 21 avril 2019.

⁹⁷ KIRCHICK, James. *Konec Evropy: Diktátoři, demagogové a doba temna před námi*. 1. vyd. Praha: Argo, 2018, p. 144

⁹⁸ OUŘEDNÍK, Patrik. *Antialkorán, aneb, Nejasný svět T.H. Ilustroval Jiří SLÍVA*. Praha: Volvox Globator, 2017, p. 34-35.

⁹⁹ Inshallah = Si Dieu le veut.

valeurs non occidentales restent un phénomène marginal en France". Mais sa portée grandit et est donc préoccupante.»¹⁰⁰

Nous pouvons également montrer à l'islamisation en France que, selon les statistiques gouvernementales, le nombre de nouveau-nés de noms musulmans est passé de 5 à 8% à environ 20% en 2018 depuis 1995, selon les statistiques du gouvernement. La même situation s'applique en Belgique, où les valeurs sont très similaires.¹⁰¹

François Hollande, le prédécesseur de Macron, a admis avant la fin de son mandat présidentiel que le pays luttait contre le problème de l'islamisation de la société. Il a également ajouté que le pays luttait contre les femmes voilées en public et contre l'immigration de masse.¹⁰²

Ainsi, la crise migratoire a démontré la fragmentation de l'Europe dans son ensemble, ainsi que de la France elle-même, où la population est polarisée par rapport à l'islamisation et à la migration en général. L'économiste français Charles Gave publie des statistiques montrant que si la situation actuelle dans le pays ne change pas, la population non musulmane de France deviendra une minorité dans 40 ans.¹⁰³

Selon Guillaume Durocher, il faut reconnaître *«que la métropole mondiale, dans un avenir prévisible, semble être économiquement et socialement capable de vivre.»* Il ajoute: *«Les plus intelligents, non seulement de notre peuple, mais de la population mondiale, s'installent dans la Silicon Valley, à New York, à Londres, à Paris, à Bruxelles, etc. La*

¹⁰⁰ *« Republika abdikovala. Radikální islám v republice sílí ».*Idnes.cz. . [en ligne], consulté le 22 avril 2019. Disponible sur

https://www.idnes.cz/zpravy/zahranicni/francie-islam-kniha-media-pariz.A181106_121032_zahranicni_luka ,

¹⁰¹ *« Measuring the islamization of France and Belgium ».*Theoccidentalobserver.net. . [en ligne], consulté le 22 avril 2019. Disponible sur <https://www.theoccidentalobserver.net/2018/10/29/measuring-the-islamization-of-france-and-belgium-20-of-newborns-given-muslim-names/>

¹⁰² *« Immigration : l'incroyable aveu de Francois Hollande ».*Lefigaro. [en ligne], consulté le 22 avril 2019. Disponible sur <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2016/10/12/31001-20161012ARTFIG00292-immigration-l-incroyable-aveu-de-francois-hollande.php>.

¹⁰³ *« Demain, le suicide démographique européenne ».*Causseur.fr. [en ligne], consulté le 22 avril 2019. Disponible sur <https://www.causseur.fr/demographie-france-europe-immigration-population-146595>. Page consulté le 22 avril 2019.

fonctionnalité élevée de ces élites cognitives semble être plus que compensatoire masses d'immigrants de faible niveau.» la situation est donc résumée par Durocher comme suit: *«En outre, les groupes ethniques étrangers ne forment généralement pas un bloc ethnoreligieux unique, mais se divisent eux-mêmes en groupes innombrables. Ainsi, les limites d'un éventuel conflit politique sont détruites car il n'existe pas de groupe ethnique suffisamment important pour devenir une hégémonie indiscutable. Lorsque seulement deux ou trois groupes ethniques sont amenés au pouvoir, cela conduit souvent à une guerre civile ethnique. Nos "villes globales", bien qu'elles soient d'énormes laboratoires pour la reproduction dysgénique et l'entropie ethnique, sont au moins durables et stables.»*¹⁰⁴

L'économie morose et la montée de l'extrémisme ont suscité de nombreuses préoccupations et discussions qui deviennent bénéfiques pour des dirigeants tels que Marine Le Pen. Sa politique étrangère est en opposition directe avec la politique du président Macron - anti-européenne et anti-américaine

A cause de cela, la société française est divisée en deux camps complètement différents. Le premier camp est constitué des partisans du parti d'extrême droite, populiste et radical - le Front national, dirigé par Marine Le Pen. Le deuxième camp est de nouveau un partisan du président actuel, Emmanuel Macron, dont les attitudes sont fondées sur des valeurs abstraites et visionnaires. Ceci est également illustré par le fait qu'il est universellement valable dans le monde entier, comment il est difficile de résister aux populistes qui offrent aux gens une réalité fictive alternative, mais qui n'est pas vraiment possible, mais offre aux gens ce qu'ils désirent et veulent entendre. C'est pourquoi l'actuel président de la France perd sa popularité. Les gens sont impatients, indignés par le développement de la société et veulent des changements accélérés et immédiats, Mais la question de l'immigration, de l'extrémisme et de l'islam est très compliquée.

III.2.5 Immigration en chiffres : 2017

Le 16 janvier 2018, le ministre de l'Intérieur a publié un rapport sur les données numériques relatives aux migrants en France en 2017. Au total, 13,7% des résidents ont reçu un permis de séjour, contre 262 000 l'année précédente. Selon la DGEF, l'augmentation de 35%

¹⁰⁴« *Measuring the islamization of France and Belgium* ».Theoccidentalobserver.net. . [en ligne], consulté le 22 avril 2019. Disponible sur <https://www.theoccidentalobserver.net/2018/10/29/measuring-the-islamization-of-france-and-belgium-20-of-newborns-given-muslim-names/>

du nombre de réfugiés a été accordée. En ce qui concerne le nombre de permis de séjour accordés aux migrants ayant des raisons économiques, ce chiffre est passé à 27 960, soit une augmentation de 20,5%. L'année dernière, le gouvernement a tenté d'attirer plus de travailleurs qualifiés et 23 260 personnes ont obtenu un "passeport talentueux" (par exemple, pour les artistes ou les chercheurs).

Cependant, les chiffres concernant le nombre d'étrangers expulsés sont similaires. 14 859 migrants clandestins ont été expulsés cette année, soit 14,6% de plus que l'année précédente. Ce chiffre est le résultat de l'engagement du président à faire preuve de plus de sévérité à l'égard des personnes à qui un permis de séjour a été refusé.

En revanche, le nombre de personnes non admises à la frontière est passé de 45 000 à 85 000, principalement à la frontière franco-italienne.

En ce qui concerne le nombre de demandeurs d'asile, le registre de la DGEF a été confirmé par 100 412 demandeurs enregistrés pour l'OFPRA. Cependant, tous les candidats n'ont pas accès à L'OFPRA, grâce au précédent de Dublin. Cette année, 36% d'entre elles l'appliquent.

Il n'est pas facile pour la France de trouver un équilibre dans cette situation, car elle veut rester une destination touristique prisée, tout en réduisant le nombre de visas de court séjour. Cependant, depuis 2016, le nombre de visas accordés a augmenté de 11% et s'élève à 3 340 395, principalement en provenance de Chine, d'Inde et de Russie.¹⁰⁵

III.2.6 Immigration en Chiffres : 2018

Le 15 janvier 2019, le ministre de l'Intérieur a publié des chiffres sur l'immigration en France en 2018 concernant le nombre de demandeurs d'asile et l'acquisition de la nationalité française. En 2018, elle a délivré 4,4% de visas de plus qu'en 2017, soit 3 571 399. La Chine reste le numéro un des visas français, soit 875 994 cette année.

Le nombre de permis de séjour délivrés est de 255 550, soit 3,3% de plus que l'année précédente. Cependant, c'est la première fois qu'ils demandent une autorisation. Le motif familial est toujours le plus important. 13% est représenté par l'immigration

¹⁰⁵ « Immigration arrivées et renvois en hausse en 2017 ». France-terre-asile.org. . [en ligne], consulté le 23 avril 2019. Disponible sur <http://www.france-terre-asile.org/accueil/actualites/actualites-choisies/immigration-arrivees-et-renvois-en-hausse-en-2017>

professionnelle. 80 580 étudiants qui ont demandé un permis de séjour pour la première fois l'ont reçu cette année, un nouveau numéro d'enregistrement.

30 276 immigrants clandestins ont quitté la France, dont 15 677 ont été expulsés violemment et 2 070 ont bénéficié de retours assistés.

L'OFPRA a reçu 122 743 demandes d'asile cette année, soit une augmentation de 22% par rapport à l'année précédente. L'OFPRA et la CNDA¹⁰⁶ ont rendu un total de 33 380 décisions positives d'octroi du statut de réfugié ou de la protection subsidiaire.

Au total, 37,5% du statut de réfugié est accordé. En ce qui concerne l'acquisition de la nationalité française, que ce soit par mariage ou par décret, leur nombre a diminué de 7% par rapport à 2017 et est tombé à 77 778.¹⁰⁷

¹⁰⁶ la Cour nationale du droit d'asile

¹⁰⁷ « Immigration : Chiffres pour année 2018 ». Vie-publique.fr. [en ligne], consulté le 23 avril 2019. Disponible sur https://www.vie-publique.fr/actualite/alaune/immigration-chiffres-pour-annee-2018.html?fbclid=IwAR1eP0gmCL_zja-jf_CUKPi7Ja0-xi9skpNXg4E01Du3iMN2hUSgt_JIHeg

IV. Les mesures principales faites par l'exécutif française en ce qui concerne l'immigration pendant les années 2015-2018

IV.1 Mesures contre les attaques terroristes

La France est sans aucun doute l'un des plus importants pays européens. Il est l'un des membres fondateurs de l'UE, il fait partie à la fois du G20 et du G8.¹⁰⁸ En ce qui concerne la question de la sécurité nationale, la France s'identifie à la stratégie de l'UE - les éléments contenus dans la PSDC¹⁰⁹ constituent également un élément clé de la politique de défense de l'UE. La politique étrangère et de sécurité commune (PESC) est tout à fait compatible avec les visions de la défense et de la sécurité françaises. Sous le règne de Nicolas Sarkozy, la France souhaite améliorer et consolider ses relations avec l'UE et voit dans la PSDC susmentionnée une occasion de renforcer ses propres capacités dans ce domaine.¹¹⁰

L'OTAN est une autre organisation qui a façonné la politique de défense de la France. Il est membre à part entière de l'Alliance de l'Atlantique Nord depuis le gouvernement de Sarkozy, mais a quelques réserves à ce sujet. Pour Nicolas Sarkozy, la PSDC ne devrait pas remplacer l'OTAN, mais la compléter.¹¹¹ Cependant, la France souhaite clairement renforcer la coopération avec l'OTAN dans la lutte contre le terrorisme. Cependant, il n'est toujours pas d'accord avec l'approche américaine, qui préconise l'utilisation de moyens militaires dans la lutte contre le terrorisme.

Livre Blanc

Les questions de défense et de sécurité de l'État sont inscrites dans le document crucial intitulé Livre blanc. Afin de disposer d'un meilleur contexte pour faire face aux attaques terroristes de Hollande et de son gouvernement, nous devons d'abord mentionner ce travail. Il a subi plusieurs changements. La première édition remonte à 1972, mais le développement s'est poursuivi en 1994. Cependant, elles ne concernaient que la défense nationale. Mais le plus important est sa version 2008. C'est Nicolas Sarkozy qui a élargi le livre avec des stratégies de

¹⁰⁸ G8 - Groupe des Huit - l'États les plus avancés économiquement au monde).

¹⁰⁹ Politique de défense commune et de défense de l'UE

¹¹⁰ DYČKA, L. « *Francie po nástupu Sarkozyho. Obrana a strategie* ». *Obrana a strategie.cz* [en ligne], consulté le 28 avril 2019. Disponible sur :

//www.obranaastrategie.cz/redakce/tisk.php?lanG=cs&clanek=23596&slozka=23581&xsekce=23580, page consulté le 28 avril 2019.

¹¹¹ Ibid.

sécurité nationale.¹¹² La question du livre blanc de 2008 est cruciale pour façonner l'antiterrorisme lui-même. La France est pleinement consciente de la menace terroriste et a plusieurs années d'expérience. Par conséquent, il est nécessaire de le combattre avec des moyens adéquats pour le minimiser autant que possible.

Le livre contient 400 pages de Discussion (Les Débats), le texte lui-même contient 350 pages divisées en 4 parties, dans lesquelles nous trouvons un total de 18 chapitres. La stratégie de sécurité nationale comprend cinq fonctions stratégiques :

- **Connaître et intervenir** – la capacité de la France à comprendre les développements internationaux
- **Prévenir** – prévention des conflits
- **Dissuasion** – La France conserve son arsenal nucléaire (dissuasion nucléaire)
- **Protéger** - protection des citoyens (le citoyen devient central), intervention (protection des citoyens français à l'étranger, mise en œuvre des accords de défense bilatéraux)
- **Intervenir** - renforcer les capacités des actions militaires et des forces armées, maintenir les efforts financiers en faveur de la défense¹¹³

La politique de défense de Sarkozy a également permis le déploiement des forces armées françaises lors de plusieurs opérations militaires hors d'Europe. Les troupes françaises ont participé à des opérations en Afghanistan, en Libye ou en Côte d'Ivoire, renforçant ainsi la réputation des forces armées françaises aux yeux des États-Unis (ou de l'OTAN). Toujours sur la scène internationale, la France a montré sa capacité à gérer efficacement les crises et les conflits¹¹⁴

En 2012, François Hollande devient président. Il n'a pas occupé de poste ministériel avant son élection et n'a évoqué que marginalement les questions de défense et de sécurité. Par

¹¹² GALATÍK, V. Francouzská Bílá kniha obrany a bezpečnosti. Obrana a strategie [en ligne]. 2008, consulté le 28 avril. Disponible sur : www.defenceandstrategy.eu.

¹¹³ GALATÍK, V. « Francouzská Bílá kniha obrany a bezpečnosti. Obrana a strategie » [en ligne], consulté le 28 avril. 2008. Disponible sur: www.defenceandstrategy.eu

¹¹⁴: VILÍMEK, P. « Francouzská bezpečnostní politika za prezidentství Nicolase Sarkozyho. Mezinárodní politika »[en ligne.]. 2012, consulté le 30 avril.2019.

Disponible sur : <http://www.iir.cz/article/francouzskabezpecnostni-politika-za-prezidentstvi-nicolase-sarkozyho-uspechy-prevazuji>

conséquent, il était prévu que cela n'apporterait pas beaucoup de changements. Mais immédiatement après sa victoire, il demanda des modifications au Livre blanc de 2008.

La version mise à jour a été créée en 2013 et, bien que faisant référence à son prédécesseur, le gouvernement de gauche, dirigé par la Hollande, devait mettre à jour certaines propositions et stratégies en raison de la situation actuelle et du manque de financement.¹¹⁵

Par exemple, le livre indique que la France a de plus en plus besoin de prendre part à la gestion de la crise mondiale, qui est de plus en plus liée au territoire de l'État sous l'influence du processus de mondialisation. Parmi eux, le livre inclut, par exemple, une révolution dans le monde arabe ou une menace croissante de terrorisme.¹¹⁶

En général, cependant, le livre n'apporte aucune stratégie ou réforme révolutionnaire, comme ce fut le cas avec la version de Sarkozy. Une exception à cela peut être une incitation à renforcer les capacités de cybersécurité, qui prépareraient ou accompagneraient par la suite les opérations militaires de l'État, qu'elles se déroulent sur le sol étranger ou sur le territoire national.¹¹⁷

Le livre souligne également l'évolution du fonctionnement du système international après la fin de la crise financière, qui a également touché le secteur de la défense et de la sécurité. Le président lui-même invite ensuite la Commission à tenir compte des réductions du budget de l'État lors de l'élaboration de la stratégie de défense et de sécurité nationales.¹¹⁸

Déclaration d'état d'urgence

La première mesure a été la proclamation immédiate de l'état d'urgence du président Hollande. Cette déclaration est ancrée dans le système juridique, mais contient également deux articles, 16 et 36. L'article 16 de la Constitution française décrit la déclaration de l'état d'urgence par le Président de la République lorsqu'il existe une menace grave et immédiate pour les institutions nationales, l'indépendance française, l'intégrité territoriale ou l'exécution d'obligations internationales. L'article 36 stipule qu'une urgence ne peut être prolongée de douze jours à trois mois qu'avec l'autorisation du Parlement.¹¹⁹

¹¹⁵ « *Natoaktual: Bílá kniha obrany Francie 2013 – překvapení nebo budoucí trend?* » [en ligne], consulté le 30 avril 2019. Disponible sur: http://www.natoaktual.cz/bila-kniha-obrany-francie-2013-prekvapeni-nebo-budoucitrend-p3k-na-analyzy.aspx?c=A130610_113327_na_analyzy_m02, page consulté le 30 avril 2019

¹¹⁶ « Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale » [en ligne], consulté le 30 avril 2019 <http://www.livreblancdefenseetsecurite.gouv.fr/> p. 27-46.

¹¹⁷ Ibid, p. 105-107

¹¹⁸ Ibid, p. 145-147

¹¹⁹ <https://www.vie-publique.fr/actualite/faq-citoyens/etat-urgence-regime-exception/>, page consulté le 1er mai 2019

En fait, l'annonce de cet état de choses semble avoir plus de pouvoir du ministère de l'Intérieur, ce qui nécessiterait normalement une autorisation supplémentaire, par exemple de la part de la juridiction. En conséquence, les autorités françaises peuvent, par exemple, interdire la collecte de personnes dans des lieux publics, le couvre-feu ou la création de zones de sécurité.

En outre, il est possible de détenir des biens ou des suspects ou d'interdire leur déplacement dans certaines parties du pays. En outre, le ministère de l'Intérieur a le droit d'imposer une peine de résidence surveillée aux suspects ou de fournir aux personnes soupçonnées ou reconnues coupables de terrorisme un dispositif spécial de suivi électronique. En outre, le ministère de l'Intérieur a le droit de bloquer les sites Web dont le contenu encourage le terrorisme.¹²⁰

Le but de Hollande était également d'inclure des changements dans l'état d'urgence directement dans la constitution, ce qui permettrait à l'exécutif de déclarer la situation plus facile.¹²¹ Au total, 10 000 membres du corps militaire ont été déployés dans la capitale, avec pour tâche de surveiller et de contrôler, en particulier, les lieux à forte concentration, tels que les monuments culturels, les musées, les centres commerciaux ou les écoles.¹²²

Cette opération, baptisée Sentinel, est passée d'une action extraordinaire et immédiate à une action à long terme et se poursuit jusqu'à présent. Depuis 2017, le nombre de soldats a été réduit à 7 000.¹²³ Après douze jours, l'urgence a été prolongée de trois mois, mais ce n'était pas la date ultime. L'état d'urgence n'a été annulé que deux ans après l'attaque terroriste du 1^{er} novembre 2017 à Paris,¹²⁴

En dépit de cette période de deux ans, cinq autres attentats terroristes ont été commis en France, treize autres n'ont pas abouti et trente-deux ont été vaincus. Mais si nous nous concentrons sur le recours aux pouvoirs d'urgence, environ 5 000 perquisitions à domicile ont été effectuées au cours de cette période de près de deux ans, environ 800 personnes ont été assignées à résidence, 75 zones de sécurité ont été créées et 19 lieux de réunion, le plus souvent

¹²⁰« *State of emergency in France: what are the consequences?* ». [en ligne], consulté le 1^{er} mai 2019. Disponible sur: <https://www.gouvernement.fr/en/state-of-emergency-in-metropolitan-france-what-are-the-consequences>), page consulté le 1 mai 2019

¹²¹ <https://www.france24.com/en/20160126-france-state-emergency-hollande-civil-liberties-security-terrorism>, page consulté le 2 mai 2019

¹²²« *Security measures to be observed* ». [en ligne], consulté le 2 mai 2019. Disponible sur: <https://www.paris.fr/actualites/security-measures-to-be-observed-3127>

¹²³ Soldiers on Europe's streets dent NATO's defence edge. Dostupné online: <https://www.reuters.com/article/us-europe-attacks-militaryanalysis/soldiers-on-europes-streets-dent-natos-defense-edge-idUSKCN1BP1CA>, page consulté le 3 mai 2019

¹²⁴ Durée non standard.

des mosquées, ont été fermés. Lors des perquisitions à domicile, 625 armes ont été saisies, dont 78 armes de guerre.¹²⁵ L'état d'urgence a été remplacée fin octobre 2017 par une nouvelle loi sur le renforcement de la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme. *Cette loi comporte quatre mesures phare spécifiquement dédiées à la lutte antiterroriste : possibilité d'établir des zones de protection pour l'organisation de grands événements, de fermer des lieux de culte qui seraient des foyers de radicalisation, de mettre en place des mesures de surveillance individuelle, et de diligenter, sous contrôle du juge, des visites domiciliaires.*¹²⁶

Autres changements dans la stratégie de défense contre le terrorisme

Deux plans d'action ont été mis en place pour modifier les approches stratégiques déterminant les mesures concrètes à prendre pour contrer la menace d'attaques futures. Le premier est **le Plan d'action pour lutter contre le financement du terrorisme 2015** du Ministère des finances, entré en vigueur à la mi-mars de la même année en réponse à l'attaque de Charlie Hebdo. L'objectif est d'empêcher les groupes terroristes d'avoir accès à des fonds qui quittent souvent des comptes européens et servent ensuite à acquérir des armes, des véhicules ou d'autres produits que les terroristes utilisent au combat. Le plan d'action a pour principaux thèmes de limiter la circulation de l'argent liquide, les paiements sans numéraire rendant impossible le suivi et le suivi des paiements.¹²⁷

Le deuxième document est **le Plan d'action contre la radicalisation et le terrorisme 2016**, qui est une version élargie du Plan d'action de 2014 sur des mesures étroitement liées aux attaques sur Charlie Hebdo et aux attaques de novembre à Paris. La version actuelle contient 80 mesures, dont 50 nouvelles, réparties par thème en sept têtes.

Celles-ci incluent, par exemple, des tâches visant à améliorer les activités de renseignement, tandis que le deuxième titre concerne le terrorisme au niveau juridictionnel, par exemple en augmentant la peine de prison pour terrorisme de 22 à 30 ans.

La quatrième tête apporte 16 nouvelles mesures. Celles-ci incluent l'éducation, la coopération entre les différentes autorités régionales ou la prévention de la radicalisation par le biais de clubs sportifs contrôlables. Le cinquième chapitre porte sur le développement de la

¹²⁵ Ministère de l'Intérieur. 2017. « Sortie de l'état d'urgence: Un bilan et des chiffres clés ». [en ligne], consulté le 3 mai 2019. .Disponible sur: <https://www.interieur.gouv.fr/Espace-presse/Dossiers-de-presse/Sortie-de-l-etat-d-urgence-un-bilan-et-des-chiffres-cles>, page consulté le 3 mai 2019

¹²⁶ Ibid.

¹²⁷ « Plan d'action pour lutter contre financement terrorisme ». [en ligne], consulté le 5 mai 2019. .Disponible sur: <https://www.economie.gouv.fr/direct-presentation-plan-daction-pour-lutter-contre-financement-terrorisme>,

recherche appliquée dans le domaine de la radicalisation et du terrorisme, en augmentant le financement pour le soutien de ce secteur au niveau universitaire.

Le sixième chapitre traite de l'amélioration de la vulnérabilité et de la protection des réseaux, le dernier concerne la réaction de la population aux attaques terroristes, l'objectif étant de sensibiliser le public aux menaces potentielles, par exemple au moyen d'applications mobiles.¹²⁸

La stratégie de défense et de sécurité nationale de 2017 (Revue stratégique de défense et de sécurité nationale 2017) définit les éléments de base de la planification stratégique, qui définit les menaces actuelles pour la sécurité. Il s'agit d'un suivi du livre blanc sur la défense de 2013, dont l'objectif principal est de fournir une réponse stratégique à l'évolution de l'environnement de sécurité et à la situation en Europe. En même temps, il s'agit d'un guide stratégique pour planifier le développement de l'armée et des forces armées.

Dans ce document, le terrorisme, en particulier le djihadiste, est décrit comme la menace la plus importante et la plus récente. Le document indique également que cette menace peut diminuer avec le temps, mais que l'idéologie sur laquelle elle repose ne disparaîtra jamais. ou leurs groupes affiliés. Il considère que Daesh et Al-Qaïda et leurs groupes associés sont les organisations les plus connues.¹²⁹

Une autre réaction du président aux attaques de novembre a été la déclaration publique de guerre à l'État islamique et la reprise des contrôles aux frontières.

Pour que la guerre contre l'État islamique et le radicalisme soient imminents, il a dû chercher à créer une coalition militaire mondiale. Avec son expansion rapide et ses efforts pour créer un califat, le SI menaçait le fonctionnement du système international.

Les efforts de Hollande pour créer une coalition ont commencé par un mini-sommet où il a invité les dirigeants américains, allemands, britanniques et russes. Le but était de trouver une stratégie pour la destruction de l'EI - mais les idées de sa destruction associées à la fin de la guerre civile en Syrie étaient très différentes.¹³⁰

¹²⁸ « *Plan d'action français contre la radicalisation et le terrorisme* ». [en ligne], consulté le 9 mai 2019. Disponible sur:

<https://osce.delegfrance.org/Plan-d-action-francais-contre-la-radicalisation-et-le-terrorisme.disponible>

¹²⁹ « *Revue stratégique de défense et de sécurité nationale. 2017.* » [en ligne], consulté le 10 mai 2019. Disponible sur: <https://www.defense.gouv.fr/dgris/presentation/evenements/revue-strategique-dedefense-et-de-securite-nationale-2017>

¹³⁰ <https://www.theguardian.com/world/2015/nov/23/francois-hollande-france-global-alliance-defeat-isis-russia-us-uk-germany>,

Le problème tenait également à obtenir la Russie de son côté, en raison de nombreux désaccords passés (par exemple, pendant la crise ukrainienne). Toutefois, le président a estimé que la situation était grave et a donc demandé à la Russie de coopérer afin d'adopter une position pragmatique dans la lutte contre Daesh.¹³¹ La guerre a entraîné des frappes aériennes de la France au centre d'un État islamique au sein d'une coalition avec les États-Unis. Ces attaques ont lieu depuis septembre mais se sont intensifiées après les événements de novembre.¹³²

IV.2 Quotas de migration

Avec le début de la pire crise migratoire depuis la Seconde Guerre mondiale, en septembre 2015, l'Europe doit faire face à un afflux massif de migrants. Les dirigeants européens se sont mis d'accord sur ces arrivées massives: 120 000 réfugiés doivent être répartis entre les pays de l'UE en fonction de leur PIB et de leur population. D'autres critères sont également pris en compte, tels que le taux de chômage et le nombre de demandes d'asile déposées dans chaque pays. Par la suite, chaque État décide d'accorder le statut de réfugié aux demandeurs. En retour, il recevra 6 000 EUR par personne.

Amnesty International pense que le système de quotas ne fonctionnera pas. Une ONG estime que moins de 30% des migrants bénéficient du programme. Une des raisons de cet échec est le refus de certains pays d'appliquer des quotas, tels que la Slovaquie et la Hongrie, qui ont fait appel de ce mécanisme devant la Cour de justice des Communautés européennes.

En ce qui concerne la France, François Hollande s'est engagé en septembre 2015 à accueillir 24 000 nouveaux réfugiés conformément au plan de distribution des deux prochaines années. A ce moment-là, le président de la République a déclaré que la crise migratoire était "dramatique" mais qu'elle "pouvait être contrôlée et contrôlée".

Presque trois ans plus tard, le résultat n'était pas comme prévu. Au terme de cette période de deux ans, la France aurait reçu 4 474 demandeurs d'asile réinstallés, selon l'Organisation

¹³¹ L'état Islamique, <https://www.npr.org/2015/11/26/457517655/between-france-and-russia-presidents-seek-common-ground-in-syria> page consulté le 15 mai 2019

¹³² <https://edition.cnn.com/2015/11/15/middleeast/france-announces-raqqa-airstrikes-on-isis/index.html>, page consulté le 15 mai 2019

internationale des migrants. Bien que le délai ait expiré, il existe une obligation légale de réinstaller toutes les personnes qui sont arrivées en Grèce ou en Italie d'ici à septembre 2017. La France doit donc poursuivre ses efforts pour respecter ses quotas. La France est en fait l'un des pays qui reçoivent le moins de demandes d'asile - 32 011 en 2017. Seul un tiers a été accueilli l'année dernière, alors que la moyenne européenne est l'un des deux.¹³³

En ce qui concerne l'attitude d'Emmanuel Macron à l'égard des quotas, il est généralement positif à leur égard et, au contraire, critique les membres des Groupe de Visegrad pour leur refus et leur non-respect. Il s'est même prononcé en faveur de sanctions financières à l'encontre des pays de l'UE qui refusent les demandeurs d'asile.¹³⁴

IV.3 Plans franco-britanniques pour la situation à Calais

Une autre situation à laquelle le gouvernement devait faire face était le camp de réfugiés non officiel "Jungle" à Calais. Depuis mars 2014, le nombre de migrants présents à Calais a considérablement augmenté dans l'attente d'une visite au Royaume-Uni (jusqu'à 3 500 migrants à ce jour). De concert avec les représentants élus et les associations, le gouvernement a mis en place un plan global pour:

- *Faciliter l'accès de ces migrants à une demande d'asile en France*
 - *Depuis janvier 2015, 1600 migrants ont effectué une demande d'asile depuis Calais, contre 400 sur toute l'année 2013*
 - *Humaniser les conditions de vie des migrants et résorber les occupations illicites en ville, parfois dangereuses pour les migrants eux-mêmes*
- *Sécuriser la frontière et les infrastructures portuaires et ferroviaires, au moyen notamment de financements britanniques (25 millions d'euros de contribution obtenus) et par des renforts exceptionnels de forces de l'ordre*
- *Lutter contre les filières de passeurs et l'immigration clandestine*
 - *depuis le début de l'année 2015, à Calais, 20 filières ont été démantelées et plus de 500 trafiquants et passeurs ont été interpellés.*

¹³³ <https://www.lejdd.fr/International/Europe/migrants-les-pays-europeens-respectent-ils-les-quotas-decides-il-y-a-trois-ans-3681566>, page consulté le 16 mai 2019

¹³⁴ https://www.idnes.cz/zpravy/zahranicni/emmanuel-macron-francie-evropska-unie-sankce-migranti-azyl.A180623_163509_zahranicni_mpl, page consulté le 16 mai 2019

- *L'ensemble de ces actions bénéficie du soutien des autorités britanniques (accord du 20 août 2015) et de l'Union européenne, pour un total de plus de 50 millions d'euros.*¹³⁵

IV.3.1 Ajustement des mesures franco-britanniques contre la poursuite de la situation à Calais en 2016

Comme le flot d'immigrants à Calais n'a pas diminué, les ministres de l'Intérieur britannique et français, Amber Rudd et Bernard Cazeneuve, ont convenu lors de leur réunion du 30 août 2016 de travailler en étroite collaboration pour réduire la pression migratoire de Calais et répondre aux défis humanitaires. Dans une déclaration commune, ils s'engagent à :

- *Rehausser le niveau de sécurité des ports et du tunnel sous la Manche*
 - *100 millions d'euros ont déjà été débloqués par les autorités britanniques et, depuis un an, les autorités françaises mettent à disposition jour et nuit 1 000 policiers et gendarmes afin de prévenir toute intrusion dans le tunnel, un dispositif récemment complété par 160 agents supplémentaires.*
- *Poursuivre la collaboration entre les deux pays pour assurer la répression des filières de passeurs*
 - *28 filières démantelées depuis le début 2016 et autant en 2015*
- *Assurer le retour des migrants irréguliers à Calais sans besoin de protection*
 - *Depuis 2015, plus de 2 700 migrants irréguliers ont été éloignés du territoire français depuis le Pas-de-Calais*¹³⁶
- *Permettre l'entrée d'enfants non accompagnés demandeurs d'asile sur le territoire britannique "dans les cas où ceci est dans leur intérêt", conformément au règlement Dublin III*

¹³⁵<https://www.gouvernement.fr/la-france-a-l-action-face-a-la-crise-migratoire-2817?fbclid=IwAR01ImXhifW-SZcRA9HQ-8hX87mbqbQDKs5aAW3W0Y51MaCz5198tqD805k>, page consulté le 16 mai 2019

¹³⁶<https://www.vie-publique.fr/actualite/alaune/migrants-calais-collaboration-maintenue-entre-londres-paris-20160906.html>, page consulté le 16 mai 2019

- *Le règlement Dublin III identifie le pays de l'UE responsable de l'examen d'une demande d'asile. Il offre aux demandeurs une meilleure protection jusqu'à ce que leur statut soit déterminé. Il crée également un nouveau système permettant de détecter les problèmes précoces dans les systèmes d'asile ou de réception nationaux et de s'attaquer à leurs causes profondes avant qu'elles ne se transforment en une crise totale.*¹³⁷

-Répondre efficacement aux défis humanitaires à Calais.

*- Depuis 2015, les autorités françaises ont pris en charge dans le cadre du Schéma national pour l'accueil des demandeurs d'asile plus de 2 000 demandeurs d'asile présents dans le Calais ainsi que plus de 5 000 migrants dans des centres provisoires situés à travers la France.*¹³⁸

IV.3.2 La dure politique d'asile de Macron et Calais

En raison de la crise migratoire persistante, qui se manifeste principalement dans la région de Calais, l'exécutif français a pour objectif d'éliminer les facteurs d'attraction et presque de forcer les immigrants à quitter le pays.

Moins d'un an après son élection, Macron est disposé à changer sa vision des migrants de telle sorte que sa politique d'immigration soit critiquée par beaucoup plus par la gauche que par la droite. Ses partisans de la gauche au gouvernement se souviennent très bien comment il avait scandé l'approche d'Angela Merkel à l'égard des réfugiés de 2015 et les avait appelés héros. Cependant, en septembre 2017, un nouveau projet de loi du gouvernement sur les migrations et l'asile a été déposé, prolongeant la période de détention des étrangers en attente d'expulsion de 45 jours à 90 jours.

Les juges du tribunal national d'asile français ont décidé de faire grève en février 2018. Malgré cela, Macron a adopté le projet de loi le 21 février 2018, qui non seulement double le temps de détention des migrants, mais le délai de demande d'asile depuis son arrivée en France

¹³⁷ https://eur-lex.europa.eu/legal-content/CS/TXT/?uri=LEGISSUM%3A23010503_1, page consulté le 16 mai 2019

¹³⁸ <https://www.vie-publique.fr/actualite/alaune/migrants-calais-collaboration-maintenue-entre-londres-paris-20160906.html>, page consulté le 16 mai 2019

a été réduit à 90 jours par rapport aux 120 jours précédents. Et pour ceux qui ont traversé illégalement les Alpes, la détention a été fixée à un an. La loi donne également plus de pouvoir à la police, lui permettant ainsi de retenir les sans-papiers pendant 24 heures au lieu de 16 heures.¹³⁹

Le ministre français de l'Intérieur, Gérard Collomb, a exprimé son opinion en novembre contre l'immigration incontrôlée. Lors de l'Assemblée nationale pour le budget 2018, il a déclaré: « *Nous estimons qu'il y a environ 300 000 immigrés clandestins (...), nous voulons mettre en œuvre des politiques qui forcent toutes les personnes qui se voient refuser l'asile à quitter le pays* ». ¹⁴⁰

Dans le but de se démarquer de ceux qui l'accusaient d'inhumanité, y compris Human Rights Watch, Macron s'est rendu à Calais le 16 janvier 2018 et a parlé à la police: « *Vous devez donner l'exemple et respecter la dignité de chaque individu (...) Si vous échouez, vous serez puni de la confiance que nous mettons en vous.* » Ce discours n'a pas suscité de réaction favorable. En même temps, Macron punissait également les volontaires qui aidaient les migrants. Selon lui, ils ne soutenaient que « *ces hommes et ces femmes à s'établir illégalement* » et ajoutait: « *Nous ne permettrons en aucun cas à Jungle de revenir.* » ¹⁴¹

IV.3.3 Accords avec le Royaume-Uni

Deux jours plus tard, lors d'un sommet bilatéral à Londres, Macron a persuadé le Premier ministre britannique Theresa May de contribuer davantage à la prévention des passages illégaux et d'accélérer les procédures judiciaires en matière d'asile au Royaume-Uni. Son intention était de réécrire complètement l'accord conclu par Nicolas Sarkozy et David Blunkett en 2003, qui déplaçait la frontière anglaise en France et permettait à la police britannique de procéder à des contrôles et de bloquer tous les migrants sans papiers du côté continental du canal. Ce traité de Touquet s'applique toujours.

Macron voudrait également convaincre le gouvernement anglais de rejoindre les forces armées françaises pour créer une nouvelle force de défense européenne. Mais le porte-parole

¹³⁹ <http://en.rfi.fr/france/20180802-france-adopts-tough-new-law-asylum-immigration>, page consulté le 22 mai 2019

¹⁴⁰ <https://openmigration.org/en/analyses/dunkirk-calais-and-macrons-tough-migration-policy/>, page consulté le 22 mai 2019

¹⁴¹ Ibid.

de Theresa May a déclaré que le traité du Touquet "fonctionnait toujours pour les deux parties" et ne s'est pas prononcé sur un éventuel réexamen.

Les gens se cachent dans la "jungle", à leurs risques et périls, afin de pouvoir quitter le pays à tout moment. . Un rapport de *Refugee Rights Europe* montre qu'un pourcentage remarquable de personnes qui se trouvaient à Calais en octobre dernier - environ 72%, mineurs inclus - ont été placées en garde à vue pendant plusieurs heures ou jusqu'à 45 jours, ce qui était alors la durée maximale de la détention.¹⁴²

IV.4 Lutte contre l'islamisation de la France en 2018

Le dernier plan, présenté en février 2018 par le Premier ministre français Édouard Philippe, est une initiative visant à prévenir le radicalisme. Le Plan national de prévention du radicalisme 2018 comprend 60 mesures au total, divisées en cinq rubriques qui, par leur nature, se rapprochent du Plan d'action de 2016 pour la radicalisation et le terrorisme.

Le plan vise à éliminer la radicalisation dans les écoles et dans les prisons. Plus de 500 personnes sont actuellement accusées de terrorisme en France, et plus de mille sont qualifiées de radicalisées. Le plan vise notamment à créer 1 500 emplois dans les centres de détention afin d'éliminer les risques de radicalisation.

En plus de poursuivre le plan, le plan vise également les mineurs, ou les enfants de militants, à qui l'Etat veut fournir une prise en charge psychologique. En outre, l'État ciblera systématiquement les écoles privées pour enfants professant l'islam, qui se sont développées en France ces dernières années et qu'il vise à surveiller de plus près. L'État continuera à former le personnel de l'école afin de mieux identifier les signes potentiels de radicalisation ou d'apprendre aux étudiants à reconnaître les faux messages sur Internet.¹⁴³

¹⁴² Ibid.

¹⁴³ « France clamps down on radicalism in prisons, schools ». Dostupné online: <https://tribune.com.pk/story/1642985/3-france-clamps-radicalismprisons-schools/>, page consulté le 10 juin 2019

IV.5 Résumé des politiques d'immigration de Hollande et de Macron

Dans cette section, nous résumons les étapes et les mesures prises par Hollande et son gouvernement et par Macron et son gouvernement. Nous allons résumer la situation en fonction des événements déjà sélectionnés. Il s'agit d'attaques terroristes, de quotas de migration, de la situation à Calais et de la problématique de l'islamisation de la France.

Hollande n'a pas apporté de changements significatifs à la politique de sécurité, mais n'a actualisé que certaines parties du Livre blanc de 2008 relatives à sa situation actuelle. Cependant, la plupart des mesures dans ce domaine ont globalement suivi le modèle précédent.

Dans le domaine du terrorisme, il s'est révélé être un dirigeant actif et indépendant, mais tous les dirigeants consciencieux devraient le faire face à une telle menace.

Macron était censé être un réformateur, avec de grands espoirs pour lui. Mais il ne les a pas remplies. Le pouvoir des réformes n'a pas eu lieu. En ce qui concerne la coopération avec le Royaume-Uni à Calais, il a persuadé la première ministre britannique Theresa May d'accroître ses contributions à la prévention des passages illégaux et d'accélérer les procédures judiciaires en matière d'asile au Royaume-Uni.

Il souhaitait également réécrire complètement le traité de Toquet, mais il n'a pas réussi à négocier. May a déclaré que cet accord était avantageux pour les deux parties.

En ce qui concerne la politique d'asile, Macron a durci les conditions applicables aux demandeurs d'asile, aggravant de ce fait de nombreuses organisations internationales. Sa mesure a été décrite comme inhumaine. Ces déclarations l'ont forcé à se rendre à Calais en janvier 2018, où il a tenté de remédier à la situation.

En ce qui concerne l'islamisation de la France, une nouvelle loi a été promulguée, à l'instar de son prédécesseur de 2016. Macron n'a apporté aucune réforme significative à ses démarches.

Conclusion

Le présent travail était informatif, descriptif et légèrement comparatif, ce qui signifie que notre objectif était de sensibiliser et de mettre en lumière la situation des immigrés en France en 2015-18, et de déterminer les mesures prises par l'exécutif français pour les événements clés que nous avons sélectionnées. Ceci est la troisième et quatrième partie de ce travail. En conséquence, mon objectif était d'essayer de comparer, sur la base des recherches, la politique d'immigration de François Hollande et d'Emmanuel Macron et d'essayer de déterminer si les mesures introduites étaient efficaces.

En ce qui concerne François Holland et son gouvernement, sa politique d'immigration répondait principalement à une série d'attaques terroristes perpétrées en 2015 et 2016. Au début, prudent et hésitant dans le domaine de la sécurité nationale et de la défense, il souhaitait concentrer ses efforts sur l'aspect économique de l'État, qui était après la crise financière.

Malgré cela, Hollande a publié la nouvelle édition du Livre blanc presque immédiatement après son élection, ce qui devrait indiquer qu'il réformera la sécurité et la défense de la nation. Cependant, cela ne s'est pas produit, il a seulement mis à jour le livre en ce qui concerne les événements internationaux actuels - la menace du terrorisme et la propagation de l'État islamique.

Le véritable changement dans son approche de ce domaine ne s'est produit qu'avec les attaques terroristes à Paris. L'État islamique s'est porté volontaire pour commettre ces attaques. La réponse à cette situation a été l'annonce de l'état d'urgence qui a donné plus de pouvoirs au gouvernement. Il a dépassé la limite maximale de 3 mois et a duré jusqu'en novembre 2017. Pendant ce temps, les forces militaires déployées dans toute la France se sont multipliées, mais principalement à Paris. Cette mesure a empêché une grande partie des attaques terroristes, mais en 2016 leur prochaine série, qui n'a pas été défendue.

Cependant, le président était actif, proclamant publiquement la guerre de l'EI et essayant de créer une coalition militaire avec les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la Russie.

En outre, il a lancé des attaques aériennes directement dans le centre de l'État islamique et ses actions contre le terrorisme et l'expansion de l'État islamique. Ses mesures attireront également l'attention de la communauté internationale.

En outre, pendant son règne, des documents clés sur la stratégie de défense contre le terrorisme ont été publiés: deux plans d'action décrivant les mesures concrètes à prendre pour contrer la menace de nouvelles attaques. Le premier est Plan d'action pour lutter contre le financement du terrorisme 2015, un document visant à empêcher les groupes terroristes d'accéder au financement. Le deuxième document est le Plan d'action de 2014 sur les mesures étroitement liées aux attentats de Charlie Hebdo et aux attentats de novembre à Paris. Le dernier document clé est Revue stratégique de défense et de sécurité nationale 2017 - il fait suite au Livre blanc sur la défense de 2013.

La politique d'immigration de Hollande a fait de la France un pays relativement reconnu dans la lutte contre le terrorisme. Ainsi, grâce à la politique de Hollande, la France conserve son individualité, tout en pouvant coopérer avec d'autres États pour détruire l'ennemi : l'État islamique, qui interfère avec le fonctionnement du système international.

En ce qui concerne les quotas de migration, la France n'a pas rempli les attentes, malgré l'approche optimiste des Pays-Bas en 2015, affirmant que la situation était critique mais gérable et prête à accepter 24 000 migrants. Enfin, la France a reçu environ un tiers de ce chiffre. La France a accepté le moins de demandes d'asile en Europe. Il est possible que la raison en soit une scission avec la loi sur l'asile, où les demandeurs d'asile ne bénéficient pas des avantages des quotas de migration.

Cependant, le Premier ministre a déclaré que la France était opposée à l'introduction de quotas. Il déclare: *« L'asile est un droit reconnu par un certain nombre de critères internationaux appliqués par tous les pays de l'UE. Le nombre de demandeurs d'asile ne peut donc pas être soumis à des quotas. »*¹⁴⁴

« La France approuve un système de quotas de migration basé sur la solidarité et la nécessité de devenir demandeur d'asile, » a déclaré le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve. Malgré cette déclaration, la France tente toujours de combiner les quotas de migration avec la loi sur l'asile. Le gouvernement veut se débarrasser des migrants économiques illégaux et espère que ce système de quota fera la distinction entre les demandeurs d'asile et ceux qui méritent d'être renvoyés à la frontière.

¹⁴⁴ <https://www.gouvernement.fr/en/france-opposes-introduction-of-migrant-quotas>, page consulté le 16 juin 2019

La situation à Calais¹⁴⁵ ont tenté de canaliser les franco-britanniques gouvernement et introduit plusieurs mesures. Par exemple, d'importantes contributions financières ont été apportées pour améliorer la sécurité des frontières, facilitant ainsi le traitement des demandes d'asile. En outre, les gouvernements se sont battus contre la migration illégale et le trafic d'êtres humains, cherchant à accéder au Royaume-Uni pour les enfants et les mineurs, conformément au document Dublin III. Il a également tenté de garantir le retour en toute sécurité des immigrants clandestins. Mais malgré les efforts visant à mettre en place un ordre et des conditions pour le camp, celui-ci a dû être fermé en 2016 car la situation était incontrôlable.

Après l'élection du nouveau président Macron, de telles attaques terroristes n'ont pas eu lieu et son problème était plutôt d'essayer de stabiliser la situation de l'immigration en France. Macron avait une position de départ très difficile car, contrairement à la Hollande, les espoirs étaient grands. L'élection présidentielle a été exceptionnelle en 2017, dans la mesure où la vague de populisme et d'extrême droite, dirigée par Marie Le Pen, est devenue populaire après les attaques terroristes. En raison d'événements passés, deux extrêmes : le représentant de gauche très pro-européen d'En Marche ! Emmanuel Macron et la représentante du populisme et d'extrême droite Marie Le Pen. Alors Macron a remporté les élections.

Il devait représenter une nouvelle ère politique en tant que réformateur, président pro-européen et président actif de la France. On s'attendait à ce que la situation s'améliore après son élection, en particulier dans le domaine de l'immigration, mais elle ne l'a malheureusement pas fait. Le plus gros problème pour lui était toujours la zone à problèmes de Calais. En dépit du fait que le camp ait été détruit en 2016, les immigrants qui cherchaient à se rendre de toute façon dans le pays voisin étaient régulièrement rapatriés.

Ainsi, la destruction du camp n'a que partiellement abouti et les conditions de vie des immigrants dans cet ancien camp se sont encore aggravées. Il n'y avait pas de source d'eau, pas de nourriture, pas d'abri. Même si les ONG ont essayé d'aider ces immigrants, souvent mineurs, la politique d'immigration de Macron s'est resserrée. Non seulement il était interdit d'aider les immigrants, parce qu'il le considérait comme une aide à la vie dans des conditions illégales, mais il avait également adopté un projet de loi sur l'asile en février 2018, qui réduisait le délai de demande d'asile de 120 à 90 jours. À l'inverse, la durée de la détention est passée de 45 à 90

¹⁴⁵ une ville portuaire du nord de la France reliée par l'Eurotunnel à la Grande-Bretagne. Il y avait un camp de réfugiés non officiel appelé "Jungle" où des milliers de réfugiés habitaient dans des conditions terribles pour se rendre au Royaume-Uni

ans. De nombreuses organisations, dont Human Rights Watch, n'étaient pas d'accord avec l'introduction de cette loi. Cependant, cette loi n'a pas résolu le problème : les demandes d'asile ont augmenté de 22%.¹⁴⁶

En ce qui concerne les quotas de migration, ils ne remplissent pas leur objectif car tous les pays ne sont pas disposés à y participer. Macron a exigé que ces États soient punis sous forme de sanctions financières. Ce sont principalement des membres des Group de Visegrad.

En ce qui concerne l'islamisation de la France, une loi visant à lutter contre la radicalisation dans les prisons et les écoles a été adoptée. Cela signifiait, par exemple, que l'État supervise des écoles privées pour les enfants professant l'islam ou confie le psychologue à des enfants de militants.

En conclusion, Les politiques d'immigration ne diffèrent pas de manière significative les unes des autres. Les deux présidents sont pro-européens, leurs actions varient en fonction des incitations qui ont affecté leurs actions. Hollande est plus vulnérable au terrorisme et à l'islamisation en raison d'attaques terroristes, mais s'agissant des demandeurs d'asile, son gouvernement tente de créer des conditions favorables.

Macron s'attaque plutôt à la question de la stabilisation de la situation des migrants et régleme le droit d'asile. Macron resserre également les conditions des demandeurs d'asile, car ils ressentent la pression de la population dans l'espoir de résoudre le problème des immigrés et d'introduire des réformes.

Ainsi, même sous Macron, la France est divisée en deux camps extrêmes : le populisme et la position pro-européenne.

Hollande était plus actif dans le traitement des problèmes de sécurité, mais principalement parce qu'il avait devant lui une situation urgente qui nécessitait une action rapide et décisive. Pourtant, avec ses mises à jour, il a plus ou moins suivi sa politique de sécurité auprès de son prédécesseur, Sarkozy.

Ce qui distingue ces deux présidents est leur position de départ. Alors que Hollande était surpris par son engagement dans le terrorisme, Macron n'a pas répondu aux attentes. Il a

¹⁴⁶<https://www.telegraph.co.uk/news/2019/06/16/france-could-introduce-immigration-quotas-says-interior-minister/>, page consulté le 16 juin 2019.

renforcé sa demande d'asile, mais il a provoqué des réponses plutôt négatives, même avec ses alliés de gauche. Au contraire, il a eu un peu de joug du côté droit. À la suite de la menace d'islamisation de la France, une loi contre la radicalisation a été adoptée (la loi ne faisait que suivre son prédécesseur de 2016). Cependant, la situation des immigrants ne s'est pas améliorée et Macron n'a pas apporté de réformes majeures.

Ainsi, en 2018, la situation qui en résultait pour les immigrants ne s'était pas améliorée de manière significative. Les mesures qui ont été introduites ont été efficaces et utiles à certains égards, mais la question de l'immigration, du terrorisme et de l'islamisation est très complexe et la situation ne peut pas être résolue dans quelques années. Ces problèmes sont un problème de longue date pour la France, qui doit être traité au niveau international.

Resumé

Cílem této bakalářské práce je zjistit, jaké hlavní kroky podnikla francouzská exekutiva v souvislosti s migrací v letech 2015-2018, dále se snažit o srovnání migračních politik prezidentů Hollanda a Macrona, ale zároveň také zviditelnit a poukázat na situaci s imigranty ve Francii.

Práce je rozdělena do čtyřech částí. V první části se zabýváme obecnými pojmy spojenými s migrací, příčinami a typy migrace, pro uvedení do problematiky tématu. Ve druhé části popisujeme historii migrace od dob kolonizace, až po rok 2014.

Třetí a čtvrtá část jsou části praktické. Ve třetí části se zaměřujeme na hlavní události let 2015-2018, spojenými s migrací. Vybrali jsme 3 klíčové události, které ovlivnily imigrační politiku francouzské exekutivy - Teroristické útoky, situaci s imigranty v Calais a následnou hrozbu islamizace Francie v letech 2017 a 2018. Dále jsme zmínili i prezidentské volby, které byly velmi netradiční a jejichž výsledek byl ovlivněn právě předešlými teroristickými útoky a migrační krizí.

V poslední části se zabýváme opatřeními, které provedla francouzská exekutiva v reakci na námi vybrané události a následně se tyto opatření v závěru snažíme zhodnotit a zároveň porovnat imigrační politiky Hollanda a Macrona.

Bibliographie

Monographies

- BOUDON Raymond, BESNARD Philippe, CHERKAOUI Mohamed, LÉCUYER Bernard Pierre, « *Sociologický slovník*, » traduit par JOCHMANN, Vladimír, Univerzita Palackého v Olomouci, 2004
- JANČULOVÁ, Lucia, « *Immigration et integration des immigrés en France*, » Olomouc, 2015, p59, bakalářská práce, Univerzita Palackého v Olomouci, katedra romanistiky, vedoucí práce: Mgr. Jarmila Beková, Phd. Page consulté le 10 février 2019
- KIRCHICK, James. Konec Evropy: Diktátoři, demagogové a doba temna před námi. 1. vyd. Praha: Argo, 2018
- KOŽELUHOVÁ, Kateřina, Strategie francouzské migrační politiky, Praha, 2009, 68p., bakalářská práce, Univerzita Karlova v Praze, katedra demografie a geodemografie, vedoucí práce: Prof. RNDr. Jitka Rychtaříková, CSc, p23-25, page consultée le 16 janvier 2019. Disponible sur: <https://is.cuni.cz/webapps/zzp/download/130182786>
- OUŘEDNÍK, Patrik. Antialkorán, aneb, Nejasný svět T.H. Ilustroval Jiří SLÍVA. Praha: Volvox Globator, 2017, p. 34-35.
- SCHOR, Ralph, « *La gestion de l'immigration sous la IIIème République* », Cahiers de l'Urmis, 1999, p.12, en ligne, consulté le 4 janvier 2018. Disponible sur: <http://urmis.revues.org/335>

Sources électroniques:

- « *Étrangers – Immigrés* ». Tableaux de l'économie française, Édition 2018. INSEE. Insee.fr. Mis à jour le 27 février 2018. [en ligne], consulté le 10 décembre 2018. Disponible sur: <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3303358?sommaire=3353488#titre-bloc-1>
- « *Les différents types de protection* ». « Le statut de réfugié ». Ofpra.gouv.fr. Mis à jour le 26 avril 2018. [en ligne], consulté le 12 décembre 2018. Disponible sur: <https://www.ofpra.gouv.fr/fr/asile/les-differents-types-de-protection/le-statut-de-refugie>

- « Présentation générale ». OFPRA. Ofpra.gouv.fr. Mis à jour le 8 août 2018. [en ligne], consulté le 15 décembre 2018. Disponible sur : <https://www.ofpra.gouv.fr/fr/l-ofpra/presentation-generale>
- « Fiches thématiques sur le flux d'immigration ». INSEE. Insee.fr. Mis à jour le 1 Septembre 2005. [en ligne], consulté le 28 décembre 2018. Disponible sur : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1371776?sommaire=1371777&q=fiche+th%C3%A9matique+immigration>
- « Chronologie: Histoire d'immigration en dates ». Vie-publique.fr. Mis à jour le 12 avril 2016. [en ligne], consulté le 3 janvier 2019. Disponible sur : <https://www.vie-publique.fr/politiques-publiques/politique-immigration/chronologie-immigration/#wrapper>
- L'Office national d'immigration – Ils ont établi les trois cartes de séjours – pour un an trois ans, ou dix ans (source : <https://migraceonline.cz/cz/e-knihovna/imigracni-politika-francie-se-zamerenim-na-soucasnou-situaci>). Page consulté le 5 mars 2019
- DANIELOVÁ, Kateřina. « Imigrační politika Francie se zaměřením na současnou krizi ». Migraceonline.cz. Mis a jour le 1 avril 2004. [en ligne], consulté le 5 mars 2019. Disponible sur : <https://migraceonline.cz/cz/e-knihovna/imigracni-politika-francie-se-zamerenim-na-soucasnou-situaci>
- « Les résultats de la politique migratoire en 2011 ». Interieur.gouv.fr. Mis a jour le 13 janvier 2012. [en ligne], consulté le 14 mars 2019. Disponible sur : <https://www.interieur.gouv.fr/fr/Archives/Archives-des-actualites/2012-Actualites/Resultats-de-la-politique-migratoire-2011>
- « La France a l'action face a la crise migratoire ». Gouvernement.fr. Mis à jour le 7 septembre 2015. [en ligne], consulté le 27 mars 2019. Disponible sur : <https://www.gouvernement.fr/la-france-a-l-action-face-a-la-crise-migratoire-2817?fbclid=IwAR3xeyYWrywqSwLGXO54Tcbb80qOifVhxqcRNnuSOQIDrC1RqUxOn-qJHUK>
- « Le Mouvement ». En-marche.fr. [en ligne], consulté le 10 avril 2019. Disponible sur : <https://en-marche.fr/le-mouvement>
- « Le programme Europe ». En-marche.fr.[en ligne], consulté le 11 avril 2019. Disponible sur <https://en-marche.fr/emmanuel-macron/le-programme/europe>,
- « Le Front National ». Frontnational.com.[en ligne], consulté le 11 avril 2019 Disponible sur : <http://www.frontnational.com/membres/marine-le-pen>

- « *L'union européenne va se mourir se rejouit Marine Le Pen* ». Lepoint.fr.[en ligne], consulté le 11 avril 2019. Disponible sur : https://www.lepoint.fr/societe/l-union-europeenne-va-mourir-se-rejouit-marine-le-pen-26-03-2017-2114888_23.php,
- « France ». Hatecrime.osce.org.[en ligne], consulté le 13 avril 2019. Disponible sur <http://hatecrime.osce.org/france?year=2017>
- « *Immigration en hausse de 4,6% en France* ». Europe1.fr. Mis a jour le 16 janvier 2016 ..[en ligne], consulté le 8 avril 2019. Disponible sur : <https://www.europe1.fr/societe/immigration-en-hausse-de-46-en-france-en-2016-2952272>
- « *Immigration : Chiffres pour année 2018* ». Vie-publique.fr. [en ligne], consulté le 23 avril 2019. Disponible sur : https://www.vie-publique.fr/actualite/alaune/immigration-chiffres-pour-annee-2018.html?fbclid=IwAR1eP0gmCL_zja-jf_CUKPi7Ja0-xi9skpNXg4E01Du3iMN2hUSgt_JIHeg
- « *Immigration arrivées et renvois en hausse en 2017* ». France-terre-asile.org. . [en ligne], consulté le 23 avril 2019. Disponible sur <http://www.france-terre-asile.org/accueil/actualites/actualites-choisies/immigration-arrivees-et-renvois-en-hausse-en-2017>
- GALATÍK, V. Francouzská Bílá kniha obrany a bezpečnosti. Obrana a strategie [en ligne]. 2008, consulté le 28 avril. Disponible sur : www.defenceandstrategy.eu. <https://www.vie-publique.fr/actualite/faq-citoyens/etat-urgence-regime-exception/>, page consulté le 1er mai 2019
- Ministère de l'Intérieur. 2017. « Sortie de l'état d'urgence: Un bilan et des chiffres clés». [en ligne], consulté le 3 mai 2019. .Disponible sur: <https://www.interieur.gouv.fr/Espace-presse/Dossiers-de-presse/Sortie-de-l-etat-d-urgence-un-bilan-et-des-chiffres-cles>, page consulté le 3 mai 2019
- « *Francois Hollande : France global alliance defeats Isis* » <https://www.theguardian.com/world/2015/nov/23/francois-hollande-france-global-alliance-defeat-isis-russia-us-uk-germany>
- « *Between France and Russia president seeks common ground in Syria.* » <https://www.npr.org/2015/11/26/457517655/between-france-and-russia-presidents-look-for-common-ground-in-syria>page consulté le 15 mai 2019

- <https://edition.cnn.com/2015/11/15/middleeast/france-announces-raqqa-airstrikes-on-isis/index.html>, page consulté le 15 mai 2019
- « *Les pays européens, respect-lis les quotas ?* »
<https://www.lejdd.fr/International/Europe/migrants-les-pays-europeens-respectent-ils-les-quotas-decides-il-y-a-trois-ans-3681566>, page consulté le 16 mai 2019
- https://www.idnes.cz/zpravy/zahranicni/emmanuel-macron-francie-evropska-unie-sankce-migranti-azyl.A180623_163509_zahranicni_mpl, page consulté le 16 mai 2019
- « *France adopts newtough law asylum* »
<http://en.rfi.fr/france/20180802-france-adopts-tough-new-law-asylum-immigration>, page consulté le 22 mai 2019
- « *France opposes introduction of migrant quotas* »<https://www.gouvernement.fr/en/france-opposes-introduction-of-migrant-quotas>, page consulté le 16 juin 2019
- « *Dunkirk, Calais and Macron's tough immigration policy* »<https://openmigration.org/en/analyses/dunkirk-calais-and-macrons-tough-migration-policy/>, page consulté le 22 mai 2019
- « *Migrants a Calais : Collaboraton maintenue entre Londres et Paris* »<https://www.vie-publique.fr/actualite/alaune/migrants-calais-collaboration-maintenue-entre-londres-paris-20160906.html>, page consulté le 16 mai 2019
- https://eur-lex.europa.eu/legal-content/CS/TXT/?uri=LEGISSUM%3A23010503_1, page consulté le 16 mai 2019
- « *La France a l'action face a la crise migratoire* »
<https://www.gouvernement.fr/la-france-a-l-action-face-a-la-crise-migratoire-2817?fbclid=IwAR011mXhifW-SZcRA9HQ-8hX87mbqbQDKs5aAW3W0Y51MaCz5198tqD805k>, page consulté le 16 mai 2019

Articles :

- « *Rekordní počet uprchlíků ve světě. Více než polovina z nich jsou děti* ». ONU. Osn.cz. Mis à jour le 18 juin 2015. [en ligne], consulté le 14 mars 2019. Disponible sur : <https://www.osn.cz/rekordni-pocet-uprchliku-ve-svete-vice-nez-polovina-z-nich-jsou-deti/>
- « *Revue stratégique de défense et de sécurité nationale. 2017.* » [en ligne], consulté le 10 mai 2019. .Disponible sur:

<https://www.defense.gouv.fr/dgris/presentation/evenements/revue-strategique-dedefense-et-de-securite-nationale-2017>

- GALATÍK, V. « *Francouzská Bílá kniha obrany a bezpečnosti. Obrana a strategie* » [en ligne], consulté le 28 avril. 2008. Disponible sur: www.defenceandstrategy.eu
- ¹: VILÍMEK, P. « *Francouzská bezpečnostní politika za prezidentství Nicolase Sarkozyho. Mezinárodní politika* » [en ligne]. 2012, consulté le 30 avril. 2019. Disponible sur : <http://www.iir.cz/article/francouzskabezpecnostni-politika-za-prezidentstvi-nicolase-sarkozyho-uspechy-prevazuji>
- « *Natoaktual: Bílá kniha obrany Francie 2013 – překvapení nebo budoucí trend?* » [en ligne], consulté le 30 avril 2019. Disponible sur: http://www.natoaktual.cz/bila-kniha-obrany-francie-2013-prekvapeni-nebo-budoucitrend-p3k-na-analyzy.aspx?c=A130610_113327_na_analyzy_m02, page consulté le 30 avril 2019
- DYČKA, L. « *Francie po nástupu Sarkozyho. Obrana a strategie* ». *Obrana a strategie*. [Obrana a strategie](http://www.obranaastrategie.cz).cz [en ligne], consulté le 28 avril 2019. Disponible sur : <http://www.obranaastrategie.cz/redakce/tisk.php?lanG=cs&clanek=23596&slozka=23581&xsekce=23580>
- « *State of emergency in France: what are the consequences?* ». [en ligne], consulté le 1^{er} mai. 2008. Disponible sur: <https://www.gouvernement.fr/en/state-of-emergency-in-metropolitan-france-what-are-the-consequences>), page consulté le 1 mai 2019
- CENDROWICZ, Leo. « *Paris Attacks : Visiting Molenbeek* ». *Independent.co.uk*. [en ligne], consulté le 21 avril 2019. Disponible sur <https://www.independent.co.uk/news/world/europe/paris-terror-attacks-visiting-molenbeek-the-police-no-go-zone-that-was-home-to-two-of-the-gunmen-a6735551.html>
- « *Month of multiculturalism in France, February 2017* ». *Document.no*. [en ligne], consulté le 17 avril 2019. Disponible sur <https://www.document.no/2017/03/21/a-month-of-islam-and-multiculturalism-in-france-february-2017/>
- « *Month of multiculturalism in France, June 2017* ». *Gatestoneinstitute.org*. [en ligne], consulté le 17 avril 2019. Disponible sur <https://www.gatestoneinstitute.org/10719/islam-multiculturalism-france-june>

- « *Month of multiculturalism in France, June 2017* ». Zerohedge.com. [en ligne], consulté le 17 avril 2019. Disponible sur :<https://www.zerohedge.com/news/2017-07-23/month-multiculturalism-france-june-2017>
- « *Measuring the islamization of France and Belgium* ».Theoccidentalobserver.net. . [en ligne], consulté le 22 avril 2019. Disponible sur <https://www.theoccidentalobserver.net/2018/10/29/measuring-the-islamization-of-france-and-belgium-20-of-newborns-given-muslim-names/>
- « *Republika abdikovala. Radikální islám v republice sílí* ».Idnes.cz. . [en ligne], consulté le 22 avril 2019. Disponible sur https://www.idnes.cz/zpravy/zahranicni/francie-islam-kniha-media-pariz.A181106_121032_zahranicni_luka ,
- « *Measuring the islamization of France and Belgium* ».Theoccidentalobserver.net. . [en ligne], consulté le 22 avril 2019. Disponible sur <https://www.theoccidentalobserver.net/2018/10/29/measuring-the-islamization-of-france-and-belgium-20-of-newborns-given-muslim-names/>
- « *Immigration : l'incroyable aveu de Francois Hollande* ».Lefigaro. [en ligne], consulté le 22 avril 2019. Disponible sur :<http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2016/10/12/31001-20161012ARTFIG00292-immigration-l-incroyable-aveu-de-francois-hollande.php>.
- « *Demain, le suicide démographique européenne* ».Causseur.fr. [en ligne], consulté le 22 avril 2019. Disponible sur :<https://www.causeur.fr/demographie-france-europe-immigration-population-146595>. Page consulté le 22 avril 2019.
- « *Month of multiculturalism in France, June 2017* ». Zerohedge.com. [en ligne], consulté le 17 avril 2019.disponible sur <https://www.zerohedge.com/news/2017-07-23/month-multiculturalism-france-june-2017> ,
- BULMAN, May. « *More than thousand refugees suffer inhumane living conditions in Calais and Dunkirk, Warns UN* » Independent.co. [en ligne], consulté le 14 avril 2019. Disponible sur <https://www.independent.co.uk/news/world/europe/calais-refugees-living-conditions-france-dunkirk-un-warning-jungle-migrant-crisis-latest-a8288516.html>
- NOVÁK, Martin. « *Uprchlíci se vrací do lesů okolo Calais. Místní mají strach z nové džungle* ».Zahranici.ihned.cz. .[en ligne], consulté le 14 avril 2019. Disponible sur <https://zahranicni.ihned.cz/c1-65780240-uprchlici-se-vraci-do-lesu-okolo-calais-mistni-maji-strach-z-nove-dzungle>,

- VOBORSKÝ, Jan, « *Rok a půl po rozpuštění tábora v Calais je situace nadále kritická* ». Amnesty.cz. [en ligne], consulté le 15 avril 2019. Disponible sur [:https://www.amnesty.cz/news/4222/rok-a-pul-po-rozpusteni-tabora-v-calais-je-situace-nadale-kriticka](https://www.amnesty.cz/news/4222/rok-a-pul-po-rozpusteni-tabora-v-calais-je-situace-nadale-kriticka).
- « *Month of multiculturalism in France, January 2017* ». Israelislamandentimes.com. [en ligne], consulté le 16 avril 2019. Disponible sur [:https://www.israelislamandentimes.com/month-islam-multiculturalism-france-january-2017/](https://www.israelislamandentimes.com/month-islam-multiculturalism-france-january-2017/)
- <https://www.france24.com/en/20160126-france-state-emergency-hollande-civil-liberties-security-terrorism>, page consulté le 2 mai 2019
- « Security measures to be observed ». [en ligne], consulté le 2 mai 2019. Disponible sur: <https://www.paris.fr/actualites/security-measures-to-be-observed-3127>
- Soldiers on Europe's streets dent NATO's defence edge. Dostupné online: <https://www.reuters.com/article/us-europe-attacks-militaryanalysis/soldiers-on-europes-streets-dent-natos-defense-edge-idUSKCN1BP1CA>, page consulté le 3 mai 2019
- BARTOŇ, Jan. « *Francie: Macron kličkuje* ». [en ligne], consulté le 12 avril 2019. Disponible sur http://neviditelnypes.lidovky.cz/francie-macron-klickuje-0sm-/p_zahranici.aspx?c=A190102_212949_p_zahranici_wag,
- MILLIERE, Guy. « *The Rise and Fall of Emmanuel Macron.* ». Gatestoneinstitute.org [en ligne], consulté le 12 avril 2019. Disponible sur [disponible sur: https://www.gatestoneinstitute.org/12850/emmanuel-macron-rise-fall](https://www.gatestoneinstitute.org/12850/emmanuel-macron-rise-fall),
- MILLIERE, Guy. « *Francie se řítí do katastrofy, Macrona to nezajímá* ». Gatestoneinstitute.org.[en ligne], consulté le 13 avril 2019. Disponible sur [disponible sur https://cs.gatestoneinstitute.org/13393/francie-katastrofy-macron](https://cs.gatestoneinstitute.org/13393/francie-katastrofy-macron),
- « *Proč znovu Francie a proč zde teroristé útočí stále častěji* ». Echo24.cz. Mis à jour le 15 juillet 2016. [en ligne], consulté le 31 mars 2019. Disponible sur [:https://echo24.cz/a/iHjkV/proc-znovu-francie-a-proc-zde-teroriste-utoci-stale-casteji](https://echo24.cz/a/iHjkV/proc-znovu-francie-a-proc-zde-teroriste-utoci-stale-casteji)
- « *Paris attacks: What happened on the night* ». BBC. Bbc.com. Mis à jour le 9 décembre 2015. [en ligne], consulté le 4 avril 2019 Disponible sur: <http://www.bbc.com/news/world-europe-34818994>

- BANDUROVÁ Jana, KOLOMAZNÍK Tomáš. « *Teroristické útoky proti státům NATO a EU od 11. září 2001* ». CBAP. Cbap.cz Mis a jour le 9 avril 2016 . [en ligne], consulté le 2 avril 2019. Disponible sur : <http://www.cbap.cz/archiv/3009>
- CARRETERO, Leslie. « France : Tour d'horizon des associations d'aide aux migrants. ». Infomigrants.net. Mis a jour le 3 juillet 2017. . [en ligne], consulté le 27 décembre 2018.Disponible sur: <https://www.infomigrants.net/fr/post/3944/france-tour-d-horizon-des-associations-d-aide-aux-migrants>
- NOIRIEL, Gérard. « Une histoire du modèle français d'immigration. » Regards croisés sur l'économie. p. 32. Page consulté le 2 février 2019. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-regards-croises-sur-l-economie-2010-2-page-32.htm?contenu=resume>
- *COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMITIES.* « *Communication from the commission to the European Parliament and the Council.* ». p. 15. Mis à jour le 2 janvier 2009. [en ligne], consulté le 6 mars 2019.
Disponible sur : <https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2009:0313:FIN:EN:PDF>
- « Timeline : Attacks in France ». BBC. Bbc.com. Mis à jour le 26 juillet 2016 .[en ligne], consulté le 1 avril 2019. Disponible sur : <https://www.bbc.com/news/world-europe-33288542>
- « Ústřední krizový štáb ». Vlada.cz. [en ligne], consulté le 4 avril 2019. Disponible sur : <https://www.vlada.cz/cz/ppov/brs/pracovni-vybory/ustredni-krizovy-stab/ustredni-krizovy-stab-51792/>
- *BRUCHERIE, Bruno.* « *Terorismus ve Francii : Nouzový stav stále jako jediné řešení* ». Natoaktual.cz. Mis à jour le 1 août 2016 .[en ligne], consulté le 5 avril 2019. Disponible sur : http://www.natoaktual.cz/terorismus-ve-francii-nouzovy-stav-stale-jako-jedine-reseni-pra-/na_analyzy.aspx?c=A160801_151908_na_analyzy_m02
- GILLEPSIE Tom, HALE, Jennifer. « REFUGEE CITY». THE SUN. Thesun.co.uk. Mis a jour le 24 octobre 2017. .[en ligne], consulté le 5 avril 2019. Disponible sur: <https://www.thesun.co.uk/news/1697984/calais-jungle-camp-migrant-refugee-demolished/>
- FOX, Kara. « *Calais Jungle Migrant Camp: What you need to know* ». CNN. Cnn.com. Mis à jour le 22 octobre 2016. .[en ligne], consulté le 5 avril 2019. Disponible sur: <https://edition.cnn.com/2016/10/21/europe/calais-jungle-migrant-camp-explainer/index.html>

- BAUMARD, Maryline. « Regularisations,demandes d'asile,visas : les chiffres de l'immigration en 2015 ». *Lemonde.fr*. Mis à jour le 15 janvier 2016. .[en ligne], consulté le 7 avril 2019. Disponible sur :https://www.lemonde.fr/societe/article/2016/01/15/regularisations-demandes-d-asile-visas-les-chiffres-de-l-immigration-en-2015_4848157_3224.html?xtmc=immigration&xtr=2

Annotation

Nom et prénom : Ludková Stella-Lea

Nom de la faculté et du département : Faculté des Arts, Département des études romanes

Nom du mémoire de licence : Quelles sont les principales mesures prises par l'exécutif français en ce qui concerne la migration en 2015-2018

Directeur de recherche : Doc. Mgr. Jaromír Kadlec, Dr.

Nombre de signes : 128 914

Nombre d'annexes : 3

Nombre de titres utilisés pour la bibliographie : 86

Mots clés : migration, immigration, terrorisme, Holland, Macron, politique migratoire, Calais, attaques terroristes, exécutif française, gouvernement, réfugié, illégal, Syrie, crise,

Caractéristique de mémoire : Le but de ce mémoire de licence est Le but de ce travail est de déterminer quelles sont les principales mesures prises par l'exécutif français en matière de migration en 2015-2018, de tenter de comparer les politiques de migration des présidents Hollande et Macron, mais également de rehausser le profil des immigrants en France au cours de ces années. Le travail est divisé en quatre parties. Dans la première partie, nous traitons des termes généraux liés à la migration, des causes et des types de migration, pour une introduction au sujet. Dans la deuxième partie, nous décrivons l'histoire de la migration. Nous avons sélectionné 3 événements clés qui ont influencé la politique d'immigration de l'exécutif français: les attaques terroristes, la situation des immigrants à Calais et la menace subséquente d'islamisation de la France en 2017 et 2018. Nous avons également mentionné les élections présidentielles, qui étaient très peu conventionnelles et dont l'issue avait été influencée par les attaques terroristes précédentes et la crise migratoire. Dans la dernière partie, nous examinons les mesures prises par l'exécutif français en réponse aux événements que nous avons choisis, puis nous essayons d'évaluer ces mesures en même temps et de comparer les politiques d'immigration de Holland et Macron.

Annotation

Surname and name of the author: Ludková Stella-Lea

Name of the department and faculty: Department of Romance Languages, Faculty of Arts

Title of the thesis: What main steps did the French executive power take in the context of immigration during the years 2015-2018

Supervisor of the thesis: Doc. Mgr. Jaromír Kadlec, Dr.

Number of characters: 128 914

Number of annexes: 3

Number of works cited: 86

Keywords: migration, immigration, terrorisms, Holland, Macron, immigration policy, Calais, terrorist attacks, French executive, government, refugee, illegal, Syria, crisis,

Characteristics of the bachelor thesis: The aim of this work is to find out what the main steps taken by the French executive in connection with migration in 2015-2018, to try to compare the policies of migration of presidents Hollande and Macron, but also to raise the profile of immigrants in France in those years. The work is divided into four parts. In the first part we deal with general terms connected with migration, causes and types of migration, for introduction to the topic. In the second part, we describe the history of migration. In the third part, we focus on the main events of 2015-2018 associated with migration. We selected 3 key events that influenced the immigration policy of the French executive - Terrorist attacks, the situation with immigrants in Calais and the subsequent threat of Islamization of France in 2017 and 2018. We also mentioned the presidential elections, which were very unconventional and whose outcome was influenced by the previous terrorist attacks and the migration crisis. In the last part, we look at the measures taken by the French executive in response to the events we have chosen, and then we endeavor to evaluate these measures at the same time and at the same time to compare Holland's and Macron's immigration policies.

LISTE DES ABREVIATIONS

ONI - Office National d'Immigration

INSEE - Institute Nationale de la Statistique et des Études Économiques

OFPRA - Office française de protection des refugies et apatrides

ONG - Organisations non gouvernementales

OTAN - Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

EI – l'État Islamique

UE – L'Union Européenne

DOM - Département d'outre-mer

ONU - Organisation des Nations unies

BRI – la Brigade de recherche et d'intervention

RAID – Recherche, Assistance, Intervention, Dissuasion

CBAP - Centrum pro bezpečnostní analýzy a prevenci